ASSEMBLÉE NATIONALE

Bibliographie

Québec

Bibliothèque de l'Assemblée nationale
Division de la référence parlementaire

92-01838/

L'ACCORD DU LAC MEECH

No 21

3e édition

Décembre 1990

Bibliographie sélective et annotée

Par

Joëlle Desjardins

Bibliothécaire

Dépôt légal
Bibliothèque Nationale du Québec
4e trimestre - Décembre 1990

SOMMAIRE

I - ARTICLES DE REVUES..... 1

II - MONOGRAPHIES..... 46

I - ARTICLES DE REVUES

1. **"L'Accord du lac Meech."** Analyse de politiques, numéro spécial, septembre 1988. 157p.

   Ensemble de huit textes. Richard Simeon présente un bref historique des négociations qui ont mené à l'entente puis résume les discussions qui s'en sont suivies. Johnston et Blais examinent si la charte et la société distincte sont si opposées qu'on le prétend. Le texte de José Woehrling examine les clauses sur la qualité linguistique et sur une société distincte à l'aide d'une approche légale. Tom Courchene examine la clause sur le pouvoir de dépenser et la protection que pourra accorder la clause de société distincte aux politiques économiques québécoises. Keith Banting examine l'Accord en présumant une opposition entre les dimensions politiques du fédéralisme et des réformes sociales. Peter Russell examine les modifications apportées à la Cour suprême. Evelyn Kallan étudie l'impact de l'Accord sur les droits des minorités. Le texte d'Alan Cairns fait une distinction entre deux conceptions de la constitution, celle des gouvernements et celle des citoyens, et relève les contradictions entre elles.

2. ADAIR, Dennis and Janet Rosenstock. **"For & against."** Canada & the World, vol. 55, no 9, May 1990, pp. 24-27.

   "There are many supporters of Meech Lake, and there are just as many opponents."

3. ALLEN, Glen. **"Running out of patience."** Maclean's, vol. 103, no 27, July 2, 1990, pp.26-27.

   "Clyde Wells halts the debate."

4. AOULDJO, Hector. **"Harmless fakery."** Idler, no 15, January-February 1988, pp. 14-21.

5. BAILEY, Donald A. **"Meech Lake: the Québec connections."** Canadian Dimension, vol. 22, no 3, May 1988, pp. 4-7.

   L'auteur croit que l'Accord du lac Meech ne protège pas adéquatement les intérêts du Québec et menace le Canada dans son ensemble.

6. BAINES, Beverley. **"An alternative vision of the Meech Lake Accord."** Queen's Law Journal, vol. 13, no 3, Winter 1988, pp. 1-28.

   L'Accord du lac Meech et les droits des femmes tels que définis dans la Charte canadienne des droits.

7. BAINES, Beverley. **"Gender and the Meech Lake Committee."** Queen's Quarterly, vol. 94, no 4, Winter 1987, pp. 807-816.

   Cinq organisations féminines nationales croient que l'Accord du lac Meech met en danger les droits des femmes reconnus dans la Charte canadienne des droits. Elles ont exprimé ces craintes devant le Comité de la Chambre des communes sur le lac Meech qui a rejeté leurs prétentions et refusé de modifier l'Accord. L'auteure s'interroge sur cette décision du Comité.

8. BAINES, Beverley. **"Women's equality rights and the Meech Lake Accord."** Saskatchewan Law Review, vol. 52, no 2, 1988, pp. 265-302.

   L'auteure explique en quoi l'Accord du lac Meech menace les droits des femmes inclus dans la Charte canadienne des droits. Elle examine ensuite le pour et le contre de l'enchâssement de ces droits dans l'Accord même et explique enfin la façon de les y inclure.

9. BAKAN, Joel and Danielle Pinard. **"Getting to the bottom of Meech Lake: a discussion of some recent writings on the 1987 Constitutional Accord."** Revue de droit d'Ottawa, vol. 21, no 1, 1989, pp. 247-261.

"In this essay, we will attempt to develop our concerns about the Meech Lake Accord through analysis and review of five recent books on the topic."

10. BARKER, Paul. **"The Accord and Medicare."** Options politiques, vol. 9, no 9, novembre 1988, pp. 35-36.

Plusieurs personnes reprochent à l'Accord de 1987 de "retirer au gouvernement fédéral le droit d'employer la technique de péréquation pour créer les programmes applicables au pays tout entier sur une base "relativement uniforme". Toutefois, l'auteur affirme que cet argument se fonde sur des faits erronés et qu'une étude détaillée du fonctionnement du programme à coûts partagés le plus connu, l'assurance-maladie, illustre bien ce qu'il avance."

11. BARRETT, Cindy. **"Trouble for Meech Lake."** Maclean's, May 9, 1988, p. 16.

Opposition à l'Accord au Manitoba.

12. BASTARACHE, Michel. **"L'Accord constitutionnel de 1987 et la protection des minorités francophones hors Québec."** Revue de droit de McGill, vol. 34, no 1, janvier 1989, pp. 119-129.

"L'auteur étudie l'effet de la Modification constitutionnelle de 1987 sur les droits des minorités francophones hors Québec. Il étudie entre autres l'effet, sur ces minorités, de la clause qui décrit la dualité linguistique canadienne. Il se demande ensuite quel sera l'effet du "rôle de protéger (cette caractéristique) fondamentale du Canada" dont sont investis les législatures provinciales et le Parlement fédéral, surtout lorsque ce rôle est confronté à la clause de sauvegarde du partage des compétences et à la clause de sauvegarde de certains droits constitutionnels. L'auteur conclut que l'adoption de cette Modification améliorera légèrement la situation des francophones hors Québec."

13. BAUGH, David J. **"Lessons from the sign law."** Options politiques, vol. 11, no 2, mars 1990, pp. 30-34.

"The Supreme Court ruling was a good ruling, for it frankly reflected the strengths as well as the incompletion of the constitution."

14. BAUGH, David J. **"Taming the Meech Lake monster: there is much virtue in the Meech Lake Accord, as amended. Many flaws, too."** Options politiques, vol. 9, no 4, mai 1988, pp. 27-30.

Monsieur Baugh voit quatre secteurs qui devraient faire l'objet de modifications le plus rapidement possible: la clause de la "société distincte", le partage des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, le projet de réforme du Sénat et la procédure de nomination des juges à la Cour suprême.

15. BEAUDRY, Albert. **"Pour mieux comprendre l'accord du lac Meech."** Sélection du Reader's Digest, no 513, mars 1990, pp. 109-114.

16. BERCUSON, David J. **"Constat d'échec pour un certain fédéralisme."** Gouvernement parlementaire, vol. 9, no 2, 1990, pp. 9-10.

"Pour l'auteur, un des enseignements à tirer du lac Meech est qu'un gouvernement pour et par les Premiers ministres du Canada ne fonctionne pas."

17. BERGMAN, Brian. **"Drumbeats of anger."** Maclean's, vol. 10, no 27, July 2, 1990, pp. 28-29.

"Natives rally against the Accord."

18. BERNARD, André. **"1980-1990: dix ans de conflits constitutionnels."** France-Québec. no 76, mars 1990, pp. 4-5.

"L'Accord du lac Meech sur «la société distincte» du Québec sera-t-il ratifié cette année par le reste du Canada? Ou va-t-on vers une nouvelle décennie de con-

flits constitutionnels comme celle qui s'achève? André Bernard nous remémore les étapes et les enjeux."

19. BISSONNETTE, Lise. **"Où va le Québec: les Québécois sont déchirés entre leurs sentiments et leurs intérêts."** L'Actualité, vol. 15, no 7, 1er mai 1990, pp. 7-13.

Résultats et analyse d'un sondage sur la crise constitutionnelle canadienne et l'indépendance du Québec.

20. BISSONNETTE, Lise. **"Quebec united, Canada divided."** Canadian Speeches, vol. 3, no 8, December 1989, pp. 16-22.

"Quebecers are unanimous that the Meech Lake Accord represents their minimum constitutional demands. There is virtually no support for the orthodox view of Confederation to which former Prime Minister Pierre Trudeau devoted his political life. Separatism is no longer seen by as many Quebecers as such an alarming threat. If as expected, the Meech Lake Accord fails to win ratification by next June's deadline, the united views of Quebecers will be a strong card in the hands of Premier Bourassa in any dealings or negotiations with the rest of Canada. Meanwhile, it is the rest of Canada that seems increasingly divided on what sort of relationship to seek with Quebec - a dramatic reversal of recent positions. Transcript of an address to the Canadian Club of Toronto, November 27, Edited for publication."

21. BLAIKIE, Peter. **"Meech Lake sacrifices principles for politics."** Canadian Speeches, vol. 3, no 5, August/September 1989, pp. 3-12.

"The pendulum of power has rightly established the authority of the French-speaking majority in Quebec, but it has swung too far and now threatens the rights of the English-speaking minority. The English-speaking community in Quebec will fight to restore what it believes to be a reasonable equilibrium. That fight includes a profound rejection of the Meech Lake Accord. The Accord threatens not only the rights of the English minority in Quebec, but the rights of the francophone minority in the rest of Canada, and the concept

of a bilingual, bicultural nation that makes Canada distinct. And in the end, argues the speaker, it would lead to 20 years of poisoned relationships and the real or defacto independence of Quebec. The Accord sacrifices principles and promises for political purposes. Closing address to the eighth annual Alliance Quebec convention, Montreal, May 27."

22. BLOUIN, Jacques. **"What does Canada want?"** L'Actualité, vol. 15, no 3, 1er mars 1990, pp. 12-16.

Entrevue avec l'économiste Thomas Courchene sur l'avenir du Canada et du Québec.

23. BOURASSA, Robert. **"Document: texte intégral de la déclaration du Premier ministre Robert Bourassa faite le 23 juin suite à l'échec de l'Accord du lac Meech."** Gouvernement parlementaire, vol. 9, no 2, 1990, pp. 7-8.

24. BOURASSA, Robert. **"Le Québec a la liberté de ses choix constitutionnels."** L'Action nationale, vol. 80, no 7, septembre 1990, pp. 907-911.

Déclaration officielle de Robert Bourassa faite le 23 juin 1990 après l'échec de l'Accord du lac Meech.

25. BOURQUE, Jean-Louis. **"Jalons pour une constitution québécoise."** L'Action nationale, vol. 80, no 6, juin 1990, pp. 817-830.

"M. Bourque expose en son article l'importance de la question constitutionnelle. Il souligne le caractère dominateur du gouvernement fédéral qui, depuis 1867, intervient dans des domaines réservés aux provinces, affaiblissant ainsi le gouvernement du Québec.

L'auteur note ensuite que le Canada anglais, en 1982, a rejeté le Québec en dehors de la famille canadienne. Il analyse les 20 conditions du Parti québécois et les 5 exigences du Parti libéral pour réintégrer la constitution canadienne. Il croit que l'Accord du lac Meech est mort. Il propose que le Québec se dote de sa

propre constitution et que toute la démarche soit véritablement démocratique."

26. BOURQUE, Jean-Louis. "**L'entente du lac Meech: une entente factice pour une adhésion irresponsable.**" L'Action nationale, vol. 76, no 10, juin 1987, pp. 898-899.

27. BOUTHILLIER, Guy. "**L'Accord du lac Meech: aucun pouvoir nouveau au Québec.**" L'Action nationale, vol. 77, no 2, octobre 1987, pp. 108-112.

Texte du mémoire présenté au Comité mixte spécial sur l'entente constitutionnelle.

28. BOUTHILLIER, Guy. "**Les entraves au redressement linguistique du Québec doivent sauter.**" L'Action nationale, vol. 76, no 10, juin 1987, pp. 891-897.

"À la veille de la réunion des premiers ministres, le 30 avril, au lac Meech, le Mouvement Québec français dénonçait les dispositions de la Constitution canadienne qui aggravent les inégalités en faveur de la langue anglaise et qui entravent l'effort de redressement linguistique engagé par le peuple du Québec."

29. BROADBENT, Edward. "**If Meech Lake fails Canada is finished.**" Canadian Speeches, vol. 3, no 8, December 1989, pp. 2-7.

"The Constitutional Act of 1982 was imposed on Quebec against the will of most Quebecers and every member of the Quebec National Assembly. The Meech Lake Accord makes the Constitution acceptable with the most reasonable demands of Quebec in modern times. It endows the Constitution with moral legitimacy in Quebec and provides a crucial element of democracy, the consent of the governed. Failure to approve the Accord would lead Quebecers to vote for separation in the referendum, and would mean catastrophe for Canada. Text of notes for an address delivered in Ottawa, November 1."

30. BUNNER, Paul. "**Cutting a new deal.**" Alberta (Western) Report, vol. 16, no 7, January 30, 1989, pp. 12-15.

"Advocates of triple-E Senate reform propose a way out of the Meech Lake mire."

31. BUNNER, Paul. "**No more «big lie».**" Alberta (Western) Report, vol. 17, no 31, July 16, 1990, pp. 10-11.

"Indian chiefs celebrate destruction of central Canada's «two-nation» theory."

32. BUNNER, Paul. "**To salvage Meech Lake, Mulroney attacks the constitution in a desperate attempt to break the deadlock.**" Alberta (Western) Report, vol. 16, no 19, April 24, 1989, pp. 11-13.

33. BURGESS, Michael. "**Meech Lake: whirlpool of uncertainty or ripples on a millpond?**" British Journal of Canadian Studies, vol. 3, no 1, 1988, pp. 15-28.

Cet article analyse brièvement l'Accord de 1987 et étudie un certain nombre d'interprétations divergentes qui en ont résulté, en particulier celles de Pierre Trudeau et Lowell Murray.

34. BURNSIDE, Joyce D. "**Implications of Quebec's "distinct society" as recognized in the Meech Lake Accord.**" Queen's Law Journal, vol. 13, no 3, Winter 1988, pp. 29-53.

Selon l'auteure, la clause de la "Société distincte" fera du Québec une province plus puissante que les autres et aura des effets significatifs sur les droits des femmes, des autochtones et des autres minorités.

35. BYFIELD, Link. "**Ganging up from East and West.**" Alberta (Western) Report, vol. 16, no 38, September 4, 1989, pp. 6-7, 9.

"Using the Meech stalemate, Alberta organizes a triple-E assault on central Canada."

36. BZDERA, André. **"L'Accord du lac Meech et le nouveau mode de sélection des juges de la Cour suprême du Canada: une réforme chimérique?"** Revue canadienne de droit et société, vol. 4, 1989, pp. 1-37.

37. BZDERA, André. **"L'Accord du lac Meech: la réforme de la Cour suprême du Canada."** L'Action nationale, vol. 80, no 2, février 1990, pp. 187-193.

"Monsieur Bzdera traite d'un volet obscur de l'Accord du lac Meech: la réforme de la Cour suprême. Il souligne le nouveau processus pour la nomination des juges. Il croit que le statut spécial accordé au Québec sera inefficace devant une représentation de juges centristes nommés en fait par Ottawa. «La présence éventuelle de trois juges québécois moins favorables à la centralisation politique aurait peu d'écho dans les décisions majoritaires de la Cour.»

L'auteur craint que le nouveau mode de nomination contribue «au déplacement des lieux de définition des politiques sociales et économiques des provinces vers le centre fédéral et, dans ce cas particulier, vers la Cour suprême du Canada», instrument «de la centralisation politique aux dépens de la périphérie et des minorités nationales»."

38. CACCIA, Charles. **"How Accord scuttled environmental standards."** Canadian Speeches, vol. 3, no 5, August/September 1989, pp.13-14.

"When the Canadian Environmental Protection Act was first introduced in Parliament nearly three years ago, it proposed mandatory, national environmental standards, to be enforced by the federal government. Instead, argues the speaker, we now have a collection of provincial standards. Address to the Toronto Young Liberals Policy Conference, Toronto, June 17."

39. CAIRNS, Alan. **"Ritual, taboo and bias in constitutional controversies in Canada, or constitutional talk canadian style."** Saskatchewan Law Review, vol. 54, no 1, 1990, pp. 121-147.

"This lecture addresses a different aspect of the impediments to analysis and public understanding. I plan to explore, tentatively and incompletely, some of the difficulties that attend our efforts at constitutional introspection and dialogue, especially at times when major constitutional changes are on our agenda. My analysis and illustrations are drawn from the last three decades during which our annual GNCT (Gross National Constitutional Talk) has been surpassed by few if any members of the United Nations. Clearly, we have talked much. Have we also talked well and wisely?"

40. **"Canada in crisis."** Maclean's, vol. 103, March 12, 1990, pp. 18-29.

"Concern that Canada could break up into semi-independant states if the Meech Lake Accord fails." 6 articles.

41. CARSTAIRS, Sharon. **"Why the Meech Lake Accord must be torpedoed."** Canadian Speeches, vol. 2, no 10, February 1989, pp. 17-21.

"The Meech Lake Constitutional Accord is said to jeopardize the future of Canada. It imperils fundamental rights, threatens to block Senate reform, and deny provincial status to the northern territories. A reference to the Supreme Court of Canada to define what powers the Accord would grant Quebec might well kill the Accord. If it fails to confirm the powers claimed by Quebec, it will be unacceptable to that province; if it does confirm those powers, it is likely to be unacceptable to the other provinces. Address to the Canadian Club of Toronto, January 23. Edited for publication."

42. CLARK, Joe. **"Why Canada is worth saving."** Canadian Speeches, vol. 4, no 2, April 1990, pp. 16-21.

"Canadian federalism could be a model for the world at a time of turbulent change when nationalities thirst for independence and recognition but reject old forms of nationalism that have been so destructive throughout history. The unique Canadian concept accommodates different regions, different cultures and different

interests to achieve harmony through compromise and consensus. It would be a global tragedy if this Canadian model were to be destroyed by the constitutional impasse while other nations grope for what we have achieved since confederation. Text of notes for a speech delivered in Edmonton, March 18."

43. CLOUTIER, Édouard. **"La signification constitutionnelle de l'élection québécoise du 25 septembre 1989."** L'Action nationale, vol. 80, no 1, janvier 1990, pp. 79-87.

"Selon l'auteur, le jugement de la Cour suprême sur l'affichage a été déterminant sur la stratégie électorale du Parti libéral. Monsieur Bourassa a dû s'aligner à partir des réactions de l'opinion publique. Il conçut la Loi 178 pour obtenir la faveur de la majorité francophone et les électeurs ont ratifié cette orientation.

Pendant la campagne électorale, monsieur Bourassa a repoussé tout débat sur la question linguistique et constitutionnelle. Mais le soir même de sa réélection, il donnait une signification constitutionnelle aux résultats du scrutin. «Le fédéralisme n'est pas éternel.» Ainsi «Meech est devenu un strict minimum non négociable». Advenant la noyade de l'Accord, monsieur Cloutier souhaite une entente entre libéraux et péquistes pour la tenue d'un référendum massif sur le nouveau statut constitutionnel du Québec."

44. COHEN, Andrew. **"Power to the provinces: Frank McKenna is the only premier to oppose the Meech Lake Accord."** Saturday Night, vol. 103, no 8, August 1988, pp. 12-14.

Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick veut que le Québec accepte la constitution, mais croit que le prix à payer pour les autres provinces est trop élevé.

45. **"Constitutional breakthrough."** Maclean's, May 11, 1987, pp. 8-12.

Série de trois articles.

46. COOK, Ramsay. **"Alice in Meechland or the concept of Québec as "a distinct society"."** Queen's Quarterly, vol. 94, no 4, Winter 1987, pp. 816-828.

L'auteur analyse les difficultés soulevées par le concept de "société distincte" inclus dans l'Accord.

47. CORELLI, Rae. **"Under the gun."** Maclean's, vol. 102, no 9, February 27, 1989, pp. 10-12.

"New Brunswick and Manitoba face increasing pressures to support the Meech Lake Accord."

48. **"Cover/Special report: The divided nation."** Maclean's, vol. 102, no 12, March 20, 1989, pp. 18-33.

Série de 5 articles: The divided nation; an insecure identity; a quiet fury in the West; in search of national unity; the Meech Lake deal.

49. CROSSLAND, James. **"A legitimate Constitution."** Options politiques, vol. 8, no 8, octobre 1987, pp. 7-11.

Selon l'auteur, l'Accord constitutionnel est satisfaisant même si certaines ambiguïtés et inconsistances doivent être corrigées. Il a le mérite de rapatrier le Québec dans la Constitution tout en tenant compte des préoccupations des autres provinces et de reconnaître le rôle de plus en plus important des gouvernements provinciaux au sein de la Confédération.

50. DANSON, Timothy S.B. **"Nothing but tears: the 1987 Constitutional Accord."** Queen's Law Journal, vol. 13, no 3, Winter 1988, pp. 110-131.

"Is the Government of Canada now one among equals, or is it to remain the paramount political authority in Canada representing national interests? If it is one among equals then the Accord may be a step in the right direction. If the Canadian Government is to remain strong, then it is the wrong step in the wrong direction."

51. DE LA FONTAINE, Gilles. **"Les deux versants de la question nationale."** L'Action nationale, vol. 80, no 6, juin 1990, pp. 770-781.

"Monsieur De La Fontaine rappelle l'angoisse de la défaite et la soumission au régime établi... Il insiste sur l'arrogance de Trudeau qui déclarait jadis que «la nation canadienne-française est trop anémiée culturellement, trop dépourvue économiquement, trop attardée intellectuellement, trop sclérosée spirituellement pour pouvoir survivre à une ou deux décennies...» L'auteur note la cinglante réplique d'Hubert Aquin «qui ramène les choses à leurs plus justes proportions».

Ce recul dans le temps permet à monsieur De La Fontaine de juger le cul-de-sac du débat constitutionnel. Des faits positifs et des facteurs réconfortants se dégagent de son analyse. Une seule issue respectable peut préparer un avenir meilleur."

52. DEAN, James M. **"Living with unanimity."** Options politiques, vol. 9, no 9, novembre 1988, pp. 31-34.

"L'une des questions soulevées au cours des débats sur l'Accord du lac Meech porte sur le fait que les futurs amendements constitutionnels devront être acceptés à l'unanimité, explique Monsieur Dean. Au premier abord, ceci semble tellement irrationnel qu'il est difficile de comprendre comment cette décision a pu être approuvée. Pourtant, si l'on examine la question d'un peu plus près, on s'aperçoit que l'unanimité, après tout, n'est pas une idée si mauvaise que cela."

53. **"Debate on the Meech Lake Accord."** BC Politics and Policy, vol. 2, no 7, August 1988, pp. 7-9.

54. DOBELL, Peter C. **"The new Senate."** Options politiques, vol. 10, no 3, avril 1989, pp. 29-32.

La nouvelle procédure prévue dans l'Accord du lac Meech pour la nomination des sénateurs résultera en une plus grande indépendance du Sénat.

55. DUFOUR, Christian. **"The Quebec challenge."** Options politiques, vol. 10, no 10, décembre 1989, pp. 9-11.

"If the Meech Lake Accord is rejected, Quebec must reaffirm itself as a distinctive French society with an English component. The other provinces must ask: What is English Canada."

56. DUROCHER, René. **"Discours présidentiel: le rapatriement du Québec."** Communications historiques, 1987, pp. 1-8.

57. **"Facing a deadline."** Maclean's, July 6, 1987, p. 13.

Le parlement québécois approuve l'Accord constitutionnel.

58. FLEMING, James. **"Thinking the unthinkable."** Report on Business Magazine, vol. 6, no 12, June 1990, pp. 19-21.

"Business leaders in Quebec have been deeply radicalized by the Meech Lake discord."

59. **"Forum: Meech Lake."** Revue de droit de UNB, vol. 38, 1989, pp. 217-314.

Participants: Michel Bastarache, Sénateur Gérald-A. Beaudoin, the Hon. Dr. Eugene Forsey, John D. Whyte, l'Association des juristes d'expression française du Nouveau-Brunswick, New Brunswick Aboriginal Peoples Council, New Brunswick Ad Hoc Committee on the Constitution.

60. FRANKS, C.E.S. **"The Canadian Senate in an age of reform"** Queen's Quarterly, vol. 95, Autumn 1988, pp. 663-681.

Inclut une discussion des réformes proposées dans l'Accord du lac Meech.

61. FRASER, John. **"Our own Meech shoot-out."** Saturday Night, vol. 105, no 7, September 1990, pp. 11-12.

"Shortly before Elijah Harper took over control of Canada, it was already a joke that the country might break up over Senate reform."

62. FRUM, David. **"Who's running this country, anyway?"** Saturday Night, vol. 103, no 10, October 1988, pp. 56-60, 63+.

"No-one expected that the judges on the Supreme Court would gain a leading constitutional role."

63. FRYER, John and Larry Brown. **"Try again for the Accord."** Options politiques, vol. 8, no 9, novembre 1987, pp. 3-4.

"Les auteurs pensent qu'il faut remettre l'Accord sur le chantier et proposent une procédure différente pour arriver à une constitution qui, tout en reconnaissant les besoins particuliers du Québec, maintienne les droits nationaux essentiels dans la compétence du gouvernement fédéral."

64. FULFORD, Robert. **"Surrendering Canada."** Saturday Night, vol. 122, no 8, August 1987, pp. 5-8.

Selon l'auteur, Brian Mulroney a fait trop de concessions aux provinces et affaiblit ainsi le pouvoir central.

65. FULTON, E. Kaye. **"Widening gulf."** Maclean's, vol. 103, no 15, April 9, 1990, pp. 18-20.

"Efforts to save the Meech accord falter."

66. GEE, Marcus. **"Debates on the morning after."** Maclean's, May 18, 1987, pp. 12-13.

Certains critiques croient que le gouvernement fédéral sera affaibli par l'Accord constitutionnel.

67. GERAETS, Theodore F. "**The problem and its solution.**" Options politiques, vol. 11, no 5, juin 1990, pp. 13-21.

"A beginning must be made right now to exorcising what have been aptly called «the Demons of Disunity»."

68. GERTNER, E. "**Supreme Court of Canada reform.**" Advocates' Quarterly, vol. 9, 1988, pp. 129-141.

69. GESSELL, Paul. "**Constitutional discord.**" Maclean's, August 17, 1987, p. 13.

Témoignages contradictoires lors des auditions du comité mixte sur l'entente constitutionnelle.

70. GESSELL, Paul. "**Mulroney's magic moment.**" Maclean's, vol. 100, no 24, June 15, 1987, p. 17.

71. GESSELL, Paul. "**Tasting bitter failure.**" Maclean's, vol. 100, no 14, April 6, 1987, pp. 21-22.

"Failure to entrench native self government in the Canadian Constitution."

72. GHIZ, Joseph A. "**A courageous step to build a tolerant nation.**" Canadian Speeches, vol. 4, no 1, March 1990, pp. 19-24.

"The national consensus achieved in the Meech Lake Accord is a courageous act of nation building. It reflects a vision of a tolerant nation that rejects the age-old animosities and prejudices that proved so destructive for our European ancestors. It is a vision characterized by calculated risk, good will, generosity of spirit, heart, and humility. It is a rare opportunity to reach beyond our grasp, to build rather than to destroy. Address to the Rotary Club of Toronto, February 16."

73. GIBBINS, Roger. **"Canadian federalism: the entanglement of Meech Lake and the Free Trade Agreement."** Publius, vol. 19, no 3, Summer 1989, pp. 185-198.

"In retrospect, 1988 may turn out to be a pivotal year in the evolution of Canadian federalism. The November general election was dominated by an intense national debate over the proposed Free Trade Agreement with the United States. Although the Free Trade Agreement was seen to have important ramifications for Canadian federalism, coherent discussion of those ramifications became blurred in the face of a much broader and emotionally partisan debate. Concerns about the nature of Canadian federalism were instead absorbed by, and in part displaced by, an emerging national debate on the Meech Lake Constitutional Accord. The Accord had been reached by the eleven First Ministers in 1987, but by the end of 1988 it had yet to receive legislative ratification in Manitoba and New Brunswick. In the aftermath of the 1988 election, debates over free trade and the Accord have become progressively entangled. While this entanglement did not alter the outcome of the free trade debate, it has had important consequences for the Meech Lake Accord, and thus for the future of Canadian federalism."

74. GRAFSTEIN, Laurence. **"Look back in anger: the 1987 Constitutional Accord, Report of the Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons."** University of Toronto Faculty of Law Review, vol. 46, no 1, Winter 1988, pp. 226-247.

Critique du Rapport du Comité conjoint. Selon l'auteur, les membres du Comité ne voient pas les conséquences à long terme de l'amendement constitutionnel qu'ils proposent et ses effets sur la Charte canadienne des droits.

75. GREBENC, Bernard F. **"More questions than answers."** Options politiques, vol. 11, no 5, juin 1990, pp. 8-9.

"Have the Bourassa government and the people of Quebec been hoodwinked into accepting a mirage?"

76. HALL, Tony. **"Who speaks for Canada? The Meech Lake - Free Trade connection."** Humanist Canada, vol. 21, no 1, 1988.

77. HAWKINS, R.E. **"Meech Lake - The reality of the time limit."** Revue de droit de McGill, vol. 35, no 1, décembre 1989, pp. 196-205.

"Dans un récent article, Gordon Robertson soutient que la limite de trois ans pour la ratification de l'Accord du lac Meech est illusoire. Il suggère que l'article 41 de la Constitution, qui requiert la ratification par toutes les provinces, ainsi que par le Sénat et la Chambre des communes, représente la formule d'amendement la plus appropriée à l'accord. Puisque l'article 41 n'impose aucune date limite, l'échéance du 23 juin 1990 est vide de sens.

Dans cet article, l'auteur réplique que les propos de M. Robertson ne sont pas convaincants. Bien que les thèmes majeurs de l'accord soient inextricablement liés, les points individuels peuvent être soumis à différentes formules d'amendement. La Constitution ne contient aucune disposition permettant de substituer une formule à une autre. De plus, l'argument de M. Robertson à l'effet que l'article 41 équivaut au «plus haut degré d'assentiment» est erroné puisqu'il fait abstraction des limites temporelles de l'article 38(1). L'auteur souligne qu'il n'existe pas une hiérarchie d'assentiments, mais plutôt différentes formes d'assentiment, et que certaines sont mieux adaptées à certains sujets que d'autres. L'auteur conclut que l'interprétation de M. Robertson, basée sur l'objectif poursuivi, est inadéquate. Il est vrai qu'on a tenté de faire en sorte que les procédures décrites à l'article 43 ou à l'article 44 ne servent pas à amender des sujets compris à l'article 42. Toutefois, on a aussi voulu éviter que les sujets de l'article 42 ne soient soumis à la règle d'unanimité de l'article 41, et le texte de la section en fait bien état."

78. HÉBERT, Chantal. **"Genèse d'une crise."** Gouvernement parlementaire, vol. 9, no 2, 1990, pp. 3-4.

"L'auteure retrace les événements précurseurs de l'amère débâcle de l'Accord du lac Meech."

79. HENDERSON, Jim. **"Groupthink must go."** Options politiques, vol. 9, no 5, juin 1988, pp. 21-23.

"Législateur provincial, l'auteur se sert de l'entente du lac Meech comme modèle pour justifier la nécessité d'une révision du rôle des représentants élus... Il propose une série de réformes, entre autres le renforcement du système des comités, et il attaque la convention de la discipline de parti telle qu'elle est pratiquée à l'heure actuelle."

80. **"A historic "yes" vote."** Maclean's, November 9, 1987, p. 12.

La Chambre des communes vote en faveur de l'Accord constitutionnel.

81. HORSMAN, James D. **"Alberta's view of the Meech Lake Accord."** Canadian Speeches, vol. 1, no 7, November 1987, pp. 25-28.

"The Meech Lake Accord to amend Canada's Constitution is seen by Alberta as attaining its principal objectives. Quebec has returned to the constitutional fold in a way that treats all provinces equally, apart from the distinct society feature. The First Ministers will hold annual conferences on the economy, as well as annual conferences on Senate reform until that matter is resolved. Alberta will press its case for a Triple E Senate - equal, elected and effective - and will use its new veto power to resist any changes it finds unacceptable. Address to the constitutional and international law section, northern Alberta, Canadian Bar Association, Edmonton, September 23."

82. HORSMAN, Jim. **"La réforme du Sénat et l'Accord du lac Meech."** Revue parlementaire canadienne, vol. 12, no 1, printemps 1989, pp. 7-9.

83. HORSMAN, Jim. "**Meech Lake Accord essential to reforming the Senate.**" Canadian Speeches, vol. 3, no 1, March 1989, pp. 47-51.

"Unless the Meech Lake Accord is approved, further reform of Canada's constitution will be a dead issue. High on Alberta's agenda is the reform of the Senate, to make it equal, effective and elected. Prior to the current provincial election, the government introduced its controversial legislation to elect Alberta's next nominee to the Senate. The first elected senator in Canada, says the speaker, will forever change the face of the Senate. Address to the Canadian Club of Toronto, January 20."

84. IGNATIEFF, Michael. "**Longest shadow.**" Saturday Night, vol. 102, no 10, October 1987, pp. 25-28, 30, 32.

"When Pierre Trudeau broke a three-year silence to denounce the Meech Lake agreement, his passion and petulance reminded us of his unique place in Canadian history."

85. ISAAK, Paula et al. "**Why the deal should be blocked.**" Options politiques, vol. 10, no 9, novembre 1989, pp. 6-8.

"It is not enough to tinker with the details; we have to start again to build a deal acceptable to all Canadians - not just 11 men."

86. JANIGAN, Mary. "**Canada's new deal.**" Maclean's, June 15, 1987, pp. 8-10, 12-14.

Les vingt heures de négociations qui ont abouti à l'Accord constitutionnel et résultats d'un sondage pancanadien sur la question.

87. JANIGAN, Mary. "**Trudeau's power punch.**" Maclean's, June 8, 1987, pp. 10-11.

Attaque de M. Trudeau contre l'accord, en particulier la "société distincte".

88. JANIGAN, Mary. "**Trudeau's star turn.**" Maclean's, September 7, 1987, pp. 14-18.

M. Trudeau renouvelle ses attaques contre l'accord devant le Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes.

89. JOHNSON, Al. "**Weakened bonds of nationhood.**" Options politiques, vol. 9, no 1, janvier 1988, pp. 18-20.

"Pour l'auteur, si l'Accord du lac Meech est parvenu à renforcer les sentiments d'appartenance du peuple québécois, c'est malheureusement aux dépens de deux des liens transcendants qui unissent le pays tout entier dans un même nationalisme: le sentiment de partager certains droits et avantages communs à tous les citoyens, et la confiance dans la force, la pertinence et le bien-fondé des institutions politiques du Canada."

90. JOHNSTON, Donald J. "**If Meech Lake approved Canada will disintegrate.**" Canadian Speeches, vol. 3, no 8, December 1989, pp. 8-12.

"The prospects for Canada are dismal unless we can meet some daunting challenges. The loss of economic advantage we once enjoyed with our natural resources. An inadequate and disjointed social security system. Public works in disrepair. An educational system that leaves one in four Canadians functionally illiterate and impairs the competitiveness of our most vital resource. Public debt out of control. Environmental degradation. A constitutional crisis that could lead to the disintegration of Canada."

91. JOHNSTON, Donald J. "**Meech Lake discord: will it mean the end of Canada?**" Canadian Speeches, vol. 2, no 2, April 1988, pp. 1-5.

"Discord still festers over the 1987 Constitutional Accord, the Meech Lake agreement by the First Ministers of Canada under which Quebec has come to terms with the Constitution Act of 1982. One view is that the Accord makes Canada whole. The opposing view is that it makes

Canada a many-splintered thing. It deals a mortal blow to the vision of a bilingual nation, moves the country towards a French Quebec and an English Canada, and leaves the door open to Quebec's departure from Canada at any time. That is the charge of the speaker, a former federal Liberal cabinet minister. From a submission to the select committee of the Ontario Legislative Assembly on constitutional reform, March 7."

92. JONES, Richard. "**Le pays désaccordé.**" Contact, printemps/été 1990, pp. 32-35.

"La réconciliation nationale de 1987 est devenue le «monstre du lac Meech». Accord ou pas, les cicatrices de la bataille resteront visibles longtemps."

93. JULL, Peter. "**How self-government must come.**" Options politiques, vol. 8, no 6, juillet/août 1987, pp. 12-13.

Selon l'auteur, il est nécessaire de négocier des structures appropriées à des cas particuliers en vue d'assurer à toutes les populations autochtones des possibilités de développement économique et de revenus convenables. Il sera plus facile d'arriver à un amendement de la constitution si l'on multiplie les expériences pratiques d'autogouvernement dans tout le pays.

94. KIERANS, Eric. "**Meech Lake or else.**" Options politiques, vol. 11, no 3, avril 1990, pp. 3-6.

"Of course we can reject the agreement - but we still have to deal with the perennial question of centralism, to which it was the answer."

95. KILGOUR, Marc and Terrence Levesque. "**Fixing the Constitution.**" Options politiques, vol. 8, no 8, octobre 1987, pp. 13-15.

Selon les auteurs, l'Accord donne trop de pouvoir aux provinces au détriment du gouvernement fédéral.

96. KOCH, George. **"All's well that ends Wells."** Alberta (Western) Report, vol. 17, no 29, July 2, 1990, pp. 10-12, 14.

"Newfoundland's Wells and Manitoba's Harper run down the Meech Lake clock."

97. KOCH, George. **"Battered but unbowed."** Alberta (Western) Report, vol. 17, no 27, June 18, 1990, pp. 15-18.

"As Getty caves in, Newfoundland's Clyde Wells stands up for the interest of the West."

98. KOCH, George. **"CBC's hallelujah chorus."** Alberta (Western) Report, vol. 17, no 29, July 2, 1990, pp. 15-16.

"Critics accuse «mothercorp» of helping Mulroney promote his Meech Lake deal."

99. KOCH, George. **"Charest charade."** Alberta (Western) Report, vol. 17, no 24, May 28, 1990, pp. 11-12, 15.

"Ottawa's latest «concessions» on the Meech Lake Accord are anything but."

100. KOCH, George. **"Last stand in outer Canada."** Alberta (Western) Report, vol. 17, no 28, June 25, 1990, pp. 10-11, 13-14.

"Manitoba and Newfoundland dig in deep against the Meech Lake Accord."

101. KOCH, George. **"Politics of propaganda."** Alberta (Western) Report, vol. 17, no 28, June 25, 1990, pp. 18-19.

"How Mulroney engineered Canada's road to a Meech Lake climax."

102. **"Le lac Meech: une mosaïque de points de vue."** Revue parlementaire canadienne, vol. 12, no 4, 1989/1990, pp. 2-10.

"Le sénateur Arthur Tremblay répond à la critique voulant que l'Accord ne soit intéressant que pour le Québec. Richard Nerysoo, président de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, examine la question de l'accessibilité des Territoires au statut de province. Le professeur F.L. Morton, de l'Université de Calgary, soutient que l'Accord est un exemple parfait d'une méthode efficace pour ne pas modifier la Constitution."

103. LANTEIGNE, Claire. **"Entente du lac Meech: un accord non satisfaisant pour les femmes francophones."** Femmes d'action, vol. 17, no 4, avril/mai 1988, pp. 22-24.

104. LATOUCHE, Daniel. **"Quebec and Canada: scenarios for the future."** Business in the Contemporary World, vol. 3, no 1, Autumn 1990, pp. 58-70.

"An analysis of the environment and events surrounding the Meech Lake Accord, with some suggestions on the eventual outcome for Quebec, her neighbors and Canada as a whole."

105. LAVER, Ross. **"Test in the West."** Maclean's, vol. 102, no 17, April 24, 1989, pp. 12-14.

"Federal Tories accuse Filmon of cynicism, but his tactics may pay off politically."

106. LAVER, Ross. **"Uncertain futures."** Maclean's, vol. 103, no 27, July 2, 1990, pp. 22-25.

"The task will be to come up with a new vision of Canada capable of surviving."

107. LAVER, Ross and Bruce Wallace. **"Divided nation."** Maclean's, vol. 102, no 12, March 20, 1989, pp. 18-21.

"Almost two years after its birth, the Meech Lake Accord is in danger."

108. LAVER, Ross and Bruce Wallace. **"Special report: stepping back from the brink."** Maclean's, vol. 102, November 20, 1989, pp. 22-36.

"After harsh words, the First Ministers agree to reconsider the Constitution." Sept (7) articles.

109. LÉGER, Jean-Marc. **"Gare à l'unanimité dans la confusion."** L'Action nationale, vol. 80, no 7, septembre 1990, pp. 912-914.

Commentaire sur l'échec de l'Accord du lac Meech.

110. LEQUIRE, Stephen. **"Taking a second look at Meech."** Alberta (Western) Report, vol. 14, no 42, October 5, 1987, pp. 10-11.

"The NDP conducts its own public hearings."

111. LESLIE, Peter M. **"Bicommunalism and Canadian constitutional reform."** Publius, vol. 18, Spring 1988, pp. 115-129.

"The concept of bicommunalism may be invoked in order to clarify issues relating to Quebec's place in Canada. Since 1960 the Quebec government has put forward constitutional and fiscal demands that have implied a view of Canada as a bicommunal polity of «two majorities» (Francophone Quebec and Anglophone Canada) in contrast to a bicommunalism of majority and minority (English and French Canadians). Many Canadians, however, view their country as pluralistic and multicultural rather than bicommunal. These differing perceptions help explain recent constitutional controversies - notably, Quebec's rejection of the Constitution Act, 1982. In 1987 the First Ministers (the Prime Minister and provincial Premiers) reached a unanimous constitutional agreement, the Meech Lake Accord. The accord goes a certain distance toward meeting the traditional constitutional demands of Quebec, but its underlying principles are not bicommunalist. Perhaps the accord marks the end of bicommunalism in Canada. One cannot be sure of this, however, because (among other reasons) the

accord may never obtain the legislative support needed to bring it into force."

112. LESLIE, Peter M. **"Submission to the Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons..."** Queen's Quarterly, vol. 94, no 4, Winter 1987, pp. 772-792.

113. LESLIE, Peter M. and Keith Brownsey. **"Constitutional reform and continental free trade: a review of issues in Canadian federalism in 1987."** Publius, vol. 18, no 3, Summer 1988, pp. 153-174.

"Two issues dominated the Canadian federal-provincial agenda in 1987: constitutional reform and trade negotiations with the United States. On the Constitutional side, a unanimous agreement - known as the Meech Lake Accord - was reached among First Ministers (Prime Minister and provincial Premiers). On the economic side, Prime Minister Brian Mulroney and President Ronald Reagan signed a comprehensive, bilateral, free trade agreement. However, neither agreement will take effect until endorsed or implemented by the relevant legislatures, and one cannot take for granted that legislative approval will be forthcoming in either case. Whatever the outcome, the attempt to grapple with these matters will have a lasting impact on Canadian federalism. Both agreements are controversial in certain regions, and while implementation would initiate a string of systemic changes, rejection would engender new regional animosities. Thus, each of the two issues, taken separately, will affect institutional arrangements and territorial (regional) relationships within Canada. The interplay between the two initiatives will also be significant."

114. LESTER, Tanya. **"How Manitoba's aboriginals stopped Meech."** Canadian Dimension, vol. 24, no 6, September 1990, pp. 6-8.

115. LÉVESQUE, Gilles. **"L'Accord du lac Meech en bref."** Asticou, vol. 21, no 41, décembre 1989, pp. 26-29.

"Un sondage démontre qu'un pourcentage important de la population ignore en quoi consiste l'Accord du lac Meech. Asticou a demandé à un expert en communications, ancien directeur du service de nouvelles à la télévision sherbrookoise et membre de la SHOQ de faire le point de la question."

116. LEVINE, Allan. **"Treading water".** Saturday Night, vol. 104, no 5, May 1989, pp. 22-26.

Les tergiversations du Premier ministre du Manitoba Gary Filmon concernant l'Accord.

117. Ligue d'action nationale. **"Mémoire sur le lac Meech."** L'Action nationale, vol. 76, no 10, juin 1987, pp. 883-887.

"Texte du mémoire préparé pour la Commission parlementaire sur le projet constitutionnel du lac Meech, mais la demande de comparaître de la ligue a été refusée."

118. LORD, David. **"Opinion: retour à la case départ."** Gouvernement parlementaire, vol. 9, no 2, 1990, pp. 11-12.

119. McCONNELL, W.H. **"The Meech Lake Accord: laws or flaws?"** Saskatchewan Law Review, vol. 52, no 1, 1988, pp. 115-141.

Étude en sept points: la société distincte; le pouvoir de dépenser du fédéral; les nominations au Sénat; les nominations à la Cour suprême; l'accession des territoires au statut de province; l'immigration; les préoccupations des femmes.

120. MacDONALD, Roderick A. **"La toxicomanie des constitutions écrites."** Cahiers de recherche sociologique, no 13, automne 1989, pp. 93-101.

"La tendance à la négociation, l'amendement et la promulgation de textes constitutionnels contribuent à escamoter la question des fondements politiques du droit étatique et celle des fondements sociologiques de

la normativité; examen de trois événements constitutionnels: la Charte canadienne de 1982, l'Accord du lac Meech et l'Accord du libre-échange."

121. MacINTOSH, Robert M. **"Meech Lake raises questions about financial services."** Canadian Speeches, vol. 2, no 9, January 1989, pp. 51-58.

"Debate over constitutional reform in Canada has largely ignored questions about the regulation of financial institutions. Banks are regulated by the federal government and investment dealers by the provincial governments. But what happens now that banks are allowed to offer the same services as investment dealers? How do we handle our international committments involving the regulations of banks, including their operations as securities dealers? Should the provinces pay more of the costs when provincially-regulated financial institutions collapse? These and related questions are made more urgent by the Meech Lake Accord which, if finally adopted, will lead to a more decentralized Canada. Notes for an address to the Canadian Club of Montreal, November 14. Edited for publication."

122. McKENNA, Frank. **"How NB's proposals would add to accord."** Canadian Speeches, vol. 4, no 2, April 1990, pp. 7-12.

"How New Brunswick's constitutional proposals would «add (to) and not delete» from the Meech Lake Accord was outlined by Premier McKenna in his address introducing the resolution in the New Brunswick Legislature March 21. Following is the text of the premier's address."

123. McKENNA, Frank and others. **"Visions of Canada."** Canadian Speeches, vol. 4, no 4, June-July 1990, pp. 2-36.

"Hearings before the special House of Commons committee called to examine the companion resolution to the Meech Lake Accord; excerpts from transcripts."

124. McLEOD, Alex N. **"Fix it or forget it."** Options politiques, vol. 11, no 5, juin 1990, pp. 4-7.

"I do not think it will be the end of the world, or the end of Canada, if the Accord fails."

125. McROBERTS, Kenneth. **"The case for Meech Lake: Agreeing about the obvious."** The Canadian Forum, December 1987, pp. 12-13.

L'auteur loue l'Accord constitutionnel qui réaffirme le statut fédératif du Canada et rapatrie le Québec au sein de la confédération.

126. MANNING, E. Preston. **"No more concessions: agree or separate."** Canadian Speeches, vol. 3, no 8, December 1989, pp. 13-15.

"No more concessions to Quebec. They have failed to either unite Canada or placate Quebec. If Quebecers cannot agree to a one nation concept based on common principles, we ought to seek a better but more separate relationship. Excerpt from an address to the third assembly of the Reform Party of Canada, Edmonton, October 28."

127. MASSÉ, Sylvain. **"Le Québec et le Canada dans les eaux troubles du lac Meech."** L'Action nationale, vol. 79, no 5, mai 1989, pp. 443-461.

"Le présent travail sera divisé essentiellement en trois parties. Tout d'abord, on évaluera l'importance respective des notions de dualité canadienne et de société distincte québécoise contenues dans un nouvel article à être enchâssé dans l'Acte constitutionnel de 1867. Par la suite, on analysera l'impact probable de la société distincte sur la Charte des droits, en prenant soin de montrer la vision constitutionnelle qui sous-tend l'entente de 1987 et la Charte. Enfin, on hasardera quelques hypothèses qui découleraient d'un échec de l'Accord du lac Meech."

128. **"Meech: l'avenir d'un échec: forum."** L'Analyste, no 31, automne 1990, pp. 4-24.

Sept thèmes de discussion ont été retenus: autopsie d'un échec; jugement sur l'échec; le Canada a-t-il rejeté le Québec? Le fédéralisme canadien a-t-il servi le Québec? La question des chartes; l'identité du Québec; l'après-Meech.

129. **"Meech Lake."** Perception, vol. 12, no 1, hiver 1988, pp. 12-13.

Résumé de quelques témoignages présentés au Comité mixte sur l'Accord constitutionnel et du rapport du Comité. Déclaration du Conseil canadien de développement social sur le concept d'objectifs nationaux.

130. **"Meech Lake Accord puts national programs at risk: Constitutional amendment opens door to pecking order on human rights."** Canadian Human Rights Advocate, vol. 3, no 8, September 1987, pp. 1, 15-16.

Commentaires sur une lettre ouverte envoyée aux premiers ministres provinciaux par une coalition de groupes canadiens oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme.

131. **"Meech Lake and the long shadow of Pierre Trudeau."** New Federation , vol. 1, no 4, August/September 1989, pp. 14-17.

132. **"Meech Lake roundup: pro's and con's."** New Federation, vol. 1, no 4, August/September 1989, pp. 18-20.

133. MEEKISON, J. Peter. **"The Meech Lake Accord: The end of the beginning - or the beginning of the end?"** Forum constitutionnel, vol. 1, no 2, hiver 1990, pp. 13-16.

134. MINTZ, Eric. **"How the deal can be saved."** Options politiques, vol. 10, no 9, novembre 1989, pp. 3-6.

"What is basically a sound agreement has become a political failure. With appropriate changes, however, it can be revived and accepted."

135. **"Modifications constitutionnelles."** Revue parlementaire canadienne, vol. 10, no 3, automne 1987, pp. 18-28.

Série de quatre articles: L'accord constitutionnel; en faveur de l'accord; contre l'accord; un comité national mixte?

136. MORIN, Rosaire. **"À propos du lac Meech: M. Bourassa, un mauvais négociateur."** L'Action nationale, vol. 80, no 7, juin 1990, pp. 915-924.

"Qu'il le veuille ou non, M. Bourassa a accepté des amendements qui modifient l'Accord de 1987."

137. MULRONEY, Brian. **"Behind closed doors."** Maclean's, June 15, 1987, pp. 15-16.

M. Mulroney raconte les vingt heures qui ont précédé l'Accord du lac Meech.

138. MULRONEY, Brian. **"Canada's Constitution: the Meech Lake Accord."** Parliamentarian, vol. 69, no 3, July 1988, pp. 141-144.

"An historic meeting between Canada's Prime Minister and the ten provincial Premiers produces an agreement to bring Quebec into the constitutional fold."

139. MULRONEY, Brian. **"Canada without Accord is a dangerous delusion."** Canadian Speeches, vol. 3, no 5, August/September 1989, pp. 20-26.

"It is a dangerous delusion to believe that Canada can continue to develop without the active participation of Quebec. Yet that is the prospect if the Meech Lake Accord is not ratified, the Prime Minister argues. For Quebecers, recognition of their distinct society is the basis of allegiance to Canada, the core of the Meech Lake Accord. The Accord redeems the promise made to Quebecers who voted for Canada in the 1980 referendum. It may not be perfect, but neither is the 1982 Constitution, and the Accord is the keystone to further constitutional development. Repudiation of the Accord

promises years of bitter debate that could seriously compromise our future as Canadians. Text of notes for an address delivered June 2."

140. MULRONEY, Brian. **"Document: texte intégral de la déclaration du Premier ministre Brian Mulroney faite le 23 juin suite à l'échec de l'Accord du lac Meech."** Gouvernement parlementaire, vol. 9, no 2, 1990, pp. 5-6.

141. MULRONEY, Brian. **"Oh, no. More Meech Lake hearings to save Canada."** Canadian Speeches, vol. 4, no 2, April 1990, pp. 2-6.

"The Meech Lake impasse is not just a constitutional problem, but a question of national will, a test of resolve to maintain the legacy of tolerance and generosity of spirit on which this country was built. That was the appeal of the Prime Minister in his televised address March 22 announcing Parliamentary hearings to examine proposals to enlarge on provisions of the accord. Following is a transcript of the Prime Minister's remarks."

142. MUNRO, Gary. **"Constitutional change in Canada: the Meech Lake Accord."** Journal of Commonwealth and Comparative Politics, vol. 27, no 2, July 1989, pp. 201-217.

"This article reviews the history of Canadian constitutional negotiations including the 1982 constitutional agreement. It looks at the nature of the process used for reaching the Accord, modifications made to the amending formula, the future role of the Supreme Court, and the general implications of the agreement for federal-provincial relations. The impact of regional and linguistic divisions on constitutional change in a state which is both federal and parliamentary is also examined."

143. MURRAY, Lowell. **"It's time to get serious about Senate reform."** Canadian Speeches, vol. 2, no 4, June 1988, pp. 1-5.

"Reform of the Senate is essential to provide effective participation by all regions in the Parliament of Canada. The Government of Canada favors an elected Senate. The Meech Lake accord requires the First Ministers to meet every year on constitutional reform, with Senate reform the first item on the agenda. Critics of the Meech Lake accord say it will make Senate reform more difficult. But without ratification of the accord and Quebec's participation, Senate reform is impossible. Keynote address to The National Conference on Senate Reform, Centre for Constitutional Studies, University of Alberta, Edmonton, May 5. Edited for publication."

144. MURRAY, Lowell. "**Meech Lake enshrines tolerance, co-operation.**" Canadian Speeches, vol. 3, no 5, August/September 1989, pp.15-19.

"The Meech Lake Accord enshrines Canadian ideals of tolerance and co-operation. It maintains Canada's historic balance between diversity and unity. It affords constitutional recognition of our linguistic duality and Quebec's distinctiveness. It is the stepping stone to further constitutional development, including Senate reform, aboriginal and linguistic rights, and strengthening the Charter of Rights and Freedoms. It is essential to the political stability on which our economic prosperity depends. Confrontational opponents who seek more centralized government and who see the provinces as the enemy of the people, would tear the nation apart. Prepared notes for an address to the Canadian Construction Association, Ottawa, May 29."

145. NADEAU, Bertin F. "**Our economy could crumble if we don't stop arguing.**" Canadian Speeches, vol. 4, no 2, April 1990, pp. 22-26.

"Canadians enjoy a record of economic, social, cultural, and political achievements unmatched anywhere in the world. French Canadians have equipped themselves with public and private institutions that have resulted in giant economic and cultural strides. But our prosperity is increasingly less able to support this. We cannot afford to divert our energies to a constitutional conflict at the cost of allowing the economic foun-

dation of all we have achieved to crumble. A leading Quebec businessman looks at the constitutional impasse and concludes that even if the Meech Lake accord fails, it would be foolish of Quebec to leave Canada. Address to the Chambre de Commerce et d'Industrie du Québec Métropolitain, Quebec City, February 20."

146. **"The NDP's Meech Lake discord: deciding who decides."** New directions, vol. 3, no 4, March/April 1988, pp. 8-12.

147. NORMAND, Robert. **"It's either a new deal or Quebec separates."** Canadian Speeches, vol. 4, no 7, November 1990, pp. 30-35.

"Quebec will either forge a new, more satisfactory deal with Canada, or it will declare its independence. It will no longer continue as a kept woman with a pimp who no longer cares for her, the speaker argues. But as an independent nation, Quebec would still enter into a common market and other arrangements with Canada, perhaps even a confederation. So we might as well strike a deal now, instead of after a long and costly separation process. Address to the Americas Society, Canadian Affairs, fifth annual Jean Lesage lectures, New York City, September 18."

148. NORQUAY, Geoff. **"Social spending after Meech Lake."** Options politiques, vol. 8, no 8, octobre 1987, pp. 11-12.

L'auteur soutient que l'utilisation de fonds fédéraux pour le financement de programmes sociaux nationaux ne sera pas compromise.

149. Ontario Ad Hoc Committee of Women on the Constitution. **"We can afford a better accord: the Meech Lake Accord."** Document sur la recherche féministe, vol. 17, no 3, septembre 1988, pp. 143-146.

"Excerpts from presentations to the Ontario Select Committee on Constitutional Reform held in the spring of 1988 in Toronto."

150. ORR, Fay. "**M. Trudeau deigns to speak.**" Alberta (Western) Report, vol. 14, no 25, June 8, 1987, pp. 16-17.

"Trudeau says the Meech Lake Accord will destroy Canada."

151. ORR, Fay. "**The meaning of Meech Lake.**" Alberta (Western) Report, vol. 14, no 16, June 15, 1987, pp. 4+.

"Did the West sacrifice too much to win Quebec?"

152. PARÉ, Jean. "**Le monstre du lac Meech.**" L'Actualité, vol. 14, no 12, décembre 1989, pp. 11-12.

"Le Canada nationaliste des Carstairs, Filmon, Waters et cie? It won't fly."

153. PARÉ, Jean. "**Les deux lassitudes.**" L'Actualité, vol. 15, no 6, 15 avril 1990, p. 4 et vol. 15, no 7, 1er mai 1990, p. 2.

Rappel du rôle de Pierre Elliott Trudeau dans le débat constitutionnel depuis 25 ans; la crise constitutionnelle canadienne et le Québec.

154. PARÉ, Jean. "**Pour survivre au lac Meech.**" L'Actualité, vol. 15, no 11, juillet 1990, p. 2.

Les perspectives politiques après la ratification ou l'échec de l'accord constitutionnel.

155. PAREL, Anthony. "**The Meech Lake Accord and Indo-Canadians.**" Études ethniques au Canada, vol. 20, no 1, 1988, pp. 129-137.

Cet article examine l'impact de l'Accord et celui de la Charte des droits sur le multiculturalisme canadien et la façon dont les indo-canadiens devraient aborder le multiculturalisme à la lumière de l'Accord constitutionnel et de la Charte.

156. PARRY, John. "**An Accord for aboriginal people.**" Options politiques, vol. 8, no 9, novembre 1987, pp. 5-6.

M. Parry insiste pour que l'entente constitutionnelle conclue sans les autochtones soit amendée, afin d'inclure leurs droits inhérents à se gouverner eux-mêmes.

157. PENIKETT, Tony. "**L'avenir des territoires.**" Revue parlementaire canadienne, vol. 11, no 1, printemps 1988, pp. 4-6.

"Rares sont ceux dans le Nord qui iraient jusqu'à prétendre que le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont d'ores et déjà prêts à accéder au statut de province. Là n'est pas la question. Il importe cependant de savoir si les deux territoires auront la chance un jour de devenir des partenaires à part entière au sein de la Confédération."

158. PETTER, Andrew. "**Federalism and the myth of the federal spending power.**" Revue du Barreau canadien, vol. 68, septembre 1989, pp.448-479.

Voir la section intitulée «Constitutional reform», pp. 474-477.

159. PHILLIPS, Andrew. "**Voice of the people.**" Maclean's, vol. 100, no 24, June 15, 1987, pp. 12-14.

"The Maclean's poll on changes to the Canadian Constitution."

160. "**Le prix de l'adhésion du Québec à la constitution de 1982.**" L'Action nationale, vol.76, no 10, juin 1987, pp. 888-890.

"À l'approche du départ de Robert Bourassa pour la rencontre constitutionnelle du lac Meech, le 30 avril dernier, une quarantaine de personnalités ont demandé au Premier ministre de ne pas négocier l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne sur la seule base des cinq conditions qu'il a établies, mais de les compléter par trois autres conditions jugées minimales.

La ligue d'action nationale [...] a accordé son appui à la déclaration de ces personnalités, dont nous reproduisons le texte."

161. RACINE, Bernard. **"La semaine après Meech."** L'Action nationale, vol. 80, no 8, octobre 1990, pp. 1128-1147.

"À la suite de l'échec de l'entente du lac Meech, les événements se sont bousculés à un rythme qu'il était parfois difficile de suivre. Au cas où vous en auriez manqués, voici un résumé de cette période accélérée de notre histoire."

162. RADWANSKI, George. **"The Meech Lake threat."** Canadian Speeches, vol. 2, no 7, November 1988, pp. 3-11.

"The Meech Lake Accord will shatter Canada. By controlling the Supreme Court and the Senate - which will have an absolute veto on nearly all legislation - the provincial governments will place the Government of Canada under their trusteeship. Canada will be run by 10 Premiers and the Prime Minister, not by Parliament. The distinct society provision of the Accord will equip Quebec with broad, undefined powers not available to other provinces, and will lead to separatism by degree. If finally adopted, there is no chance that the flaws of the Meech Lake Accord could ever be corrected. Transcript of address to the Canadian Club of Toronto, October 24."

163. RÉMILLARD, Gil. **"Accord vital to Quebec's development as a nation."** Canadian Speeches, vol. 4, no 4, June/July 1990, pp. 37-42.

164. RESNICK, Philip. **"Free trade, Meech Lake and the two nationalisms."** Queen's Quarterly, vol. 97, no 2, Summer 1990, pp. 355-360.

165. RILEY, Susan. **"Meech boys: are women up the lake without a paddle?"** This Magazine, vol. 21, no 7, December 1987/January 1988, pp. 31-32, 34-35.

166. RIOUX, Lucien. **"Le divorce évité de justesse."** Le Nouvel Observateur, no 1336, 14 juin 1990, p. 43.

Bilan de la conférence constitutionnelle concernant l'Accord du lac Meech.

167. ROBERTSON, Gordon. **"The global challenge and Canadian federalism."** Administration publique du Canada, vol. 32, no 1, printemps 1989, pp. 124-134.

Les objectifs nationaux de la fédération canadienne sont-ils bien définis et inclus dans la Constitution?

168. ROCHER, François et Gérard Boismenu. **"L'Accord du lac Meech et le système politique canadien."** Politique, no 16, automne 1989, pp. 59-86.

"Notre principal objectif est de voir dans quelle mesure cette entente va réellement dans le sens d'une décentralisation politique. Pour notre part, loin de signifier une rupture dans la conduite des relations intergouvernementales, l'Accord du lac Meech apparaît davantage comme un réaménagement du fédéralisme canadien n'impliquant aucune perte de contrôle de la part d'Ottawa. Nous soutiendrons que les remodelages institutionnels proposés dans l'entente, sans bouleverser radicalement la place respective des gouvernements dans l'exercice du pouvoir, peuvent induire une nouvelle dynamique au sein du fédéralisme canadien. La question qui se pose est évidemment de savoir si le rapport de force entre Ottawa et les provinces s'en trouvera modifié."

169. ROSE, Michael. **"A liberal family feud."** Maclean's, vol. 100 no 21, May 25, 1987, pp. 12-14.

Désaccord entre M. Turner et M. Trudeau à propos de l'accord.

170. ROSE, Michael. **"Constitutional clouds."** Maclean's, vol. 100, no 17, April 27, 1987, pp. 10-11.

Droits linguistiques et statut particulier pour le Québec.

171. ROSE, Michael and Marc Clark. **"What Bourassa won."** Maclean's, vol. 100, no 19, May 11, 1987, p. 11.

172. **"Saying "yes" to Quebec."** Alberta (Western) Report, vol. 15, no 8, June 27, 1988, pp. 14-16.

"Ottawa ignores mounting opposition and prepares to ratify Meech Lake."

173. SCHWARTZ, Bryan. **"Fathoming Meech Lake."** Manitoba Law Journal, vol. 17, no 1, 1987, pp. 1-123.

M. Schwartz analyse en profondeur et sans partisanerie l'accord de 1987. Il se demande si l'accord doit être adopté, rejeté ou modifié et comment il peut et doit être interprété.

174. SCHWARTZ, Bryan. **"Refashioning Meech Lake."** Manitoba Law Journal, vol. 18, no 1, 1989, pp. 19-70.

Cet article est divisé en trois parties: Meech Lake: a critical overview; draft amendments to Meech Lake; a look at the amendments proposed in 1987 by the federal opposition parties.

175. **"Sending a message from the back room."** New Directions, vol. 3, no 5, May/June 1988, pp. 18-20.

176. SERRILL, Michael S. **"Getting their pact together."** Time, vol. 135, no 25, June 18, 1990, pp. 16-21.

"A new Meech Lake compromise - but the strained confederation must still reckon with reignited French-English passions."

177. SLATER, Jeremy and Monique Molnar. "**The murky waters of Meech Lake.**" Canadian Dimension, vol. 21, no 5, September 1987, pp. 33-34.

Selon les auteurs, l'accord est insatisfaisant pour le Québec.

178. SMILEY, Donald V. "**Meech Lake and free trade: studies in Canadian federalism (review article).**" Administration publique du Canada, vol. 32, no 3, automne 1989, pp. 470-481.

"In the past two years Canadian federalism has been dominated by two issues - those surrounding the Meech Lake Accord and the free trade agreement with the United States. The publications under review deal with both these matters in an informed and coherent way."

179. SMITH, Lynn. "**Could the Meech Lake Accord affect the protection of equality rights for women and minorities in Canada?**" Forum constitutionnel, vol. 1, no 2, hiver 1990, pp. 12, 17-20.

180. STANFIELD, Robert. "**A second chance to save our country from disaster.**" Canadian Speeches, vol. 4, no 1, March 1990, pp. 11-18.

"No government of Quebec could ever have accepted the 1982 Constitution. It was forced on Quebec. The Meech Lake Accord makes the Constitution acceptable to Quebec. It recognizes a francophone presence in Canada, that it is an essential part of the Canadian fabric, and that it contributes to defining Canadian identity. Much of the opposition is emotional and irrational. Rejection of the Accord would be a disaster for Canada. Address to Dalhousie University Law School, October 19."

181. "**Storm clouds over Meech Lake.**" Alberta (Western) Report, vol. 15, no 8, February 8, 1988, pp. 8-9.

"A campaign against the accord emerges in Manitoba."

182. STOTHART, Paul B. "Why we must not say no." Options politiques, vol. 11, no 5, juin 1990, pp. 10-12.

183. TARAS, David. **"Television and public policy: the CBC's coverage of the Meech Lake accord."** Analyse de politiques, vol. 15, no 3, septembre 1989, pp. 322-334.

"Notre point principal est que la structure des nouvelles télévisées crée des distorsions dans la façon dont les questions de politiques publiques sont présentées au public. Comme étude de cas, nous situerons le traitement par la CBC du processus qui a mené à l'Accord constitutionnel de 1987, soit de l'entente du lac Meech, fin avril 1987, à sa signature, début de juin 1987, dans l'édifice Langevin."

184. TREMBLAY, Rodrigue. **"Une assemblée constituante pour le Québec."** L'Action nationale, vol. 80, no 6, juin 1990, pp. 782-798.

"Dans son texte, l'auteur affirme que l'Accord du lac Meech vise avant tout à corriger l'injustice faite en 1982 de retirer au Québec son droit de veto sur les modifications de la constitution canadienne. Il juge dangereux l'écart qui existe entre les demandes «minimales» du gouvernement Bourassa dans l'entente du lac Meech et les revendications du Québec, lors de prochaines négociations constitutionnelles.

Monsieur Tremblay croit que le coup de force du gouvernement Trudeau n'a pas été fait contre le gouvernement Lévesque, mais bien contre la population du Québec. En cas d'échec de l'Accord Meech, il demande au gouvernement du Québec de convoquer une assemblée constituante."

185. VANDER ZALM, Bill. **"Let's go ahead now with what's already agreed to."** Canadian Speeches, vol. 4, no 2, April 1990, pp.13-15.

"Proclaiming into law now those parts of the accord that have the necessary support of the provinces and leaving other aspects to be dealt with later, is another possible approach to resolving the constitutional

impasse. Premier Vander Zalm outlines this approach - which he first proposed to other First Ministers on January 22 - in an address to the Chamber of Commerce, Victoria, BC, February 13. Following are excerpts."

186. VANDYCKE, Robert. **"Un coup d'épée dans l'eau du lac."** Relations, no 552, juillet-août 1989, pp. 185-187.

"Quelle est la portée réelle de cet accord "historique"? De quelle stratégie s'inspire-t-il et quels avantages le Québec pourrait-il espérer tirer de sa ratification éventuelle? Quelle serait, finalement, la signification à donner à un rejet de l'entente par le Canada? Telles sont quelques-unes des questions que l'on voudrait soulever brièvement dans cet article."

187. VASTEL, Michel. **"Enfant terrible du lac Meech: Frank McKenna tient à redonner aux gens du Nouveau-Brunswick l'assurance qu'ils ne sont pas les parents pauvres de la Confédération."** Actualité, vol. 13, no 7, juillet 1988, pp. 32-34, 36+.

188. VIPOND, Robert C. **"Whatever became of the compact theory? Meech Lake and the new politics of constitutional amendment in Canada."** Queen's Quarterly, vol. 96, no 4, Winter 1989, pp. 793-811.

189. WALLACE, Bruce. **"Dissension in «the club»."** Maclean's, vol. 102, no 11, March 13, 1989, p. 14.

"Meech Lake is straining federal-provincial ties."

190. WALLACE, Bruce. **"Meech discord."** Maclean's, vol. 101, no 51, December 12, 1988, pp. 10-12, 14-15.

"Critics claim that Ottawa's power will be eroded at a time when it is most urgently needed."

191. WALLACE, Bruce. **"Storm over Meech Lake."** Maclean's, April 11, 1988, pp. 8-9.

M. Trudeau renouvelle ses attaques contre l'accord au Sénat, convaincu que l'entente constitutionnelle affaiblira considérablement le gouvernement fédéral.

192. WALLACE, Bruce. **"Stormy weather."** Maclean's, vol. 102, no 3, January 16, 1989, pp. 12-14.

"Opposition to Meech Lake has led Manitoba's Gary Filmon into dangerous political waters."

193. WALLACE, Bruce. **"Two visions of Canada."** Maclean's, vol. 103, no 14, April 2, 1990, pp. 16-19.

"New Brunswick's proposal for a «companion» accord finds a mixed reception."

194. WALLACE, Bruce. **"Unlikely Meech ally."** Maclean's, vol. 103, no 22, May 28, 1990, pp. 14-16.

"The Tories call on Jean Chrétien for last-minute help in rescuing the Meech Lake Accord."

195. WELLS, Clyde K. **"Meech Lake opponents reject dismantling Canada."** Canadian Speeches, vol. 4, no 1, March 1990, pp. 2-10.

"Rejection of the Meech Lake Accord is not a rejection of Quebec. To argue that it is constitutes an offensive insult to most Canadians and a great disservice to the nation, including Quebec. What opponents of the Accord reject is the dismantling of Canada. They reject a Canada with a class "A" province, a class "B" province, and eight class "C" provinces. A summary of speeches presented in the four western provinces, February 12 to 15."

196. WHITE, Charles A. **"Hold-out signs: provincial governments are debating an agreement that will bring Quebec into our constitution."** Canada & the World, vol. 53, no 1, September 1987, pp. 12-13.

197. WHITE, Charles A. "**Log jam on Meech Lake.**" Canada and the World, vol. 54, no 8, April 1989, pp. 4-5.

198. "**Who speaks for Canada? The Meech Lake - free trade connection.**" Humanist in Canada, vol. 21, no 2, Summer 1988, pp. 3-6.

199. WHYTE, John D. "**Submission to the Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons...**" Queen's Quarterly, vol. 94, no 4, Winter 1987.

200. WHYTE, Kenneth and Philip Day. "**No stopping Meech Lake.**" Alberta (Western) Report, vol. 14, no 39, September 14, 1987, pp. 10-11.

"Senate reformers fail to block the accord."

201. WILSON-SMITH, Anthony. "**A great step for Quebec.**" Maclean's, vol. 100, no 19, May 11, 1987, pp. 12, 14.

Entrevue avec Robert Bourassa.

202. WILSON-SMITH, Anthony. "**Deadline.**" Maclean's, vol. 103, no 23, June 4, 1990, pp. 16-18, 22.

"Abandoned by his close friends, Brian Mulroney struggles to save a deeply divided nation."

203. WILSON-SMITH, Anthony. "**Down to the wire.**" Maclean's, vol. 103, no 26, June 25, 1990, pp. 10-12.

"The Meech Lake Accord faces its final hurdles in the Manitoba and Newfoundland legislatures."

204. WILSON-SMITH, Anthony. "**On the rock.**" Maclean's, vol. 103, no 25, June 18, 1990, pp. 16-21.

"The epic battle over Meech Lake leaves a nation wearied by its own divisions."

205. WILSON-SMITH, Anthony. **"Ways ahead."** Maclean's, vol. 103, no 24, June 11, 1990, pp. 30-33.

"The nation confronts its deepest divisions - and looks towards a future different from the past."

206. WILSON-SMITH, Anthony and Michael Rose. **"Breakthrough."** Maclean's, vol. 100, no 19, May 11, 1987, pp. 8-10.

"It took almost 10 hours of intense meetings behind closed doors, but Prime Minister Brian Mulroney and the 10 provincial Premiers last week reached a long-sought agreement that will allow Quebec to sign Canada's 1982 Constitution."

207. WOEHRLING, José. **"La modification constitutionnelle de 1987, la reconnaissance du Québec comme société distincte et la dualité linguistique du Canada."** Les Cahiers de droit, vol. 29, no 1, mars 1988, pp. 3-63.

"Nous tentons donc d'élucider la signification des dispositions de l'article 1er de la Modification constitutionnelle de 1987 relatives à la dualité linguistique du Canada et au caractère distinct du Québec, pour nous interroger ensuite sur l'impact qu'elles sont susceptibles d'avoir, une fois entrées en vigueur, sur la Constitution existante du Canada."

208. WOOD, David. **"Le monstre du lac Meech."** L'Analyste, vol. 20, hiver 1987-1988, pp. 7-8.

"Juridiquement faible parce que laissant trop au hasard, l'accord est politiquement habile. Les onze ont réussi à se mettre d'accord sur une série de belles paroles. Ils n'étaient peut-être pas d'accord sur les idées derrière les paroles, si idées il y avait, mais ils ont refilé aux tribunaux la responsabilité de toutes les questions jugées trop difficiles pour les politiciens."

II - MONOGRAPHIES

209. **L'Accord du lac Meech: articles de journaux...** Québec: Assemblée nationale, Bibliothèque, Division de la documentation de presse, 1989- . A11 B5 A53/

210. **"Les Accords Meech-Langevin et la Charte canadienne des droits et libertés,"** pp. 313-418, in: Institut canadien d'études juridiques supérieures. Journées strasbourgeoises (1988). Vues canadiennes et européennes des droits et libertés: actes des journées strasbourgeoises, 1988. Cowansville: Y. Blais, 1989. 697p. 342.285 I59.

Le cheminement vers les Accords Meech-Langevin: rappel de quelques étapes; l'Accord constitutionnel de 1987 et la Charte canadienne des droits et libertés; et les francophones hors-Québec, eux? L'Accord du lac Meech et les conséquences sur les droits des femmes; l'Accord du lac Meech et les droits des autochtones; l'Accord du lac Meech et l'application de la Charte canadienne des droits et libertés.

211. ADAMS, Scott. **Quebec, Meech Lake and Canada: two languages, two cultures, two nations!** Vancouver: Habitat Canada, 1990.

212. **L'adhésion du Québec à l'Accord du lac Meech: points de vue juridiques et politiques.** Montréal: Thémis, 1988. 261p. 347.1022 A234.

Actes du Colloque organisé par la Section québécoise du droit constitutionnel et des libertés civiles de l'Association du Barreau canadien. "Trois sous-thèmes ont été abordés: les clauses de l'Accord relatives à la dualité linguistique et la reconnaissance du Québec comme "société distincte"; la réforme des institutions et de la formule d'amendement; le droit d'une province à une compensation raisonnable en cas de nonparticipation à un programme national à frais partagés, et le débat sur le pouvoir fédéral de dépenser."

213. ALBERTA. Legislative Assembly. **Alberta Hansard**. Edmonton: Province of Alberta, 1987.

Motion déposée le 17 juin 1987, pp.1968-1972. Débat sur la motion: 23 novembre 1987, pp.2001-2011; 25 novembre 1987, pp. 2046-2060; 30 novembre 1987, pp. 2115-2127; 2 décembre 1987, pp.2161-2173; 3 décembre 1987, pp. 2197-2214; 4 décembre 1987, pp. 2226-2236; 7 décembre 1987, pp. 2244-2257, 2259, 2260.

214. **Assessment of the Manitoba and New Brunswick reports on the Meech Lake Accord: staff paper**. Toronto: Ministry of the Attorney General, 1989. 40 feuilles en pagination multiple. Microlog 90-01826 1 fiche.

"This document facilitates the process of shifting the focus of activity from select committees and task forces to governments through an analysis of the two most recent reports, the New Brunswick Select Committee on the 1987 Constitutional Accord and the Manitoba Task Force on Meech Lake, against the background of the report of Ontario's Select Committee on Constitutional Reform."

215. BANTING, Keith G. "**Federalism and income security in the 1980s**", pp. 197-207, in: The Welfare State and Canadian federalism. 2nd ed. Kingston: McGill-Queen's University Press, 1987. 263p. 354.71008256 B219.

L'auteur analyse les implications de la réforme constitutionnelle de 1987 pour le système de sécurité du revenu sous deux aspects: la division de la juridiction entre les deux paliers de gouvernement et la Charte des droits et libertés.

216. BEAUDOIN, Gérald-A. "**Les Accords du lac Meech et d'Ottawa du 3 juin 1987**", pp. 19-34, in: Canada 1987-1988: faits, décisions et relations économiques. Paris: Economica, 1988. 270p. 382.0971 C212 1987/88.

"Les lignes qui suivent se veulent une étude juridique des Accords du lac Meech et d'Ottawa."

217. BEAUDOIN, Gérald-A. **"Les Accords Meech-Langevin,"** pp. 815-846, in: La Constitution du Canada: Institutions, partage des pouvoirs, droits et libertés. Montréal: Wilson & Lafleur, 1990. 987p. 347.102 B373.

La dualité linguistique et la société distincte; le pouvoir de dépenser; la formule d'amendement; la Cour suprême; le Sénat; l'immigration; autres amendements.

218. BEAUDOIN, Gérald-A. **"Les Accords Meech-Langevin et la Charte de 1982. La Charte canadienne des droits et libertés et les autres chartes des droits,"** pp. 567-588, in: Institut canadien d'études juridiques supérieures. Journées strasbourgeoises (1988). Vues canadiennes et européennes des droits et libertés: actes des journées strasbourgeoises, 1988. Cowansville: Y. Blais, 1989. 697p. 342.285 I59.

219. BEDFORD, David. **Lac Meech: impact sur les relations fédérales-provinciales en matière budgétaire.** Toronto: Bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario, 1988. 15p. 328.713072 059c 75F.

"Le présent document se concentre sur les articles 106A et 40 de l'Accord qui décrivent les droits des provinces de se retirer des nouveaux programmes."

220. BLACHE, Pierre et José Woehrling. **L'accord Meech-Langevin et les compétences linguistiques du Québec: opinions juridiques.** Québec: Conseil de la langue française, 1988. 103p. A11 L29 N68/68.

"Interrogé par le gouvernement sur les perspectives ouvertes en matière de langue par l'entente constitutionnelle Meech-Langevin (1987), le Conseil de la langue française a entrepris ses travaux par un examen des textes de l'entente. S'agissant de textes complexes et d'une construction juridique hautement abstraite, le Conseil a décidé d'interroger à son tour deux experts en droit constitutionnel: monsieur le doyen Pierre Blache (Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke) et monsieur le professeur José Woehrling (Faculté de droit de l'Université de Montréal). Les deux études

sont expressément consacrées aux compétences linguistiques du Québec: les experts étaient invités à répondre à un questionnaire ciblé préparé par Michel Sparer, juriste chargé des questions de droit linguistique au Conseil de la langue française. Soumis au même questionnaire, les deux spécialistes ont livré des analyses qui se confirment l'une l'autre sur la majeure partie des points traités."

221. BOISMENU, Gérard. "**Les écueils du lac Meech**", pp. 79-99, in: L'année politique au Québec, 1987-1988. Montréal: Québec-Amérique, 1989. 254p. 971.404 A613 Réf.

"Une double question sera étudiée. L'accord constitutionnel du 3 juin 1987 permet-il au Québec de souscrire dans "l'honneur et l'enthousiasme", à la Loi constitutionnelle de 1982? Quels sont les enjeux qui sous-tendent les résistances d'acteurs sur la scène fédérale et de gouvernements provinciaux au Canada anglais?"

222. BOISMENU, Gérard. "**Requiem pour l'Entente constitutionnelle de 1987,**" pp. 57-65, in: L'année politique au Québec, 1988-1989. Montréal: Québec-Amérique, 1989. 315p. 971.404 A613 réf.

"Il est utile de cerner les intentions et les intérêts des divers camps, pour finalement identifier, le cas échéant, les voies virtuellement «carrossables». Mais d'abord, revenons sur les principaux éléments de cette Entente constitutionnelle."

223. BOWKER, Marjorie Montgomery. **The Meech Lake Accord: what it will mean to you and to Canada: a simple, straightforward and independent analysis**. Edmonton: s.n., 1990. 49p.

224. BRASSARD, Jacques. **Le prix à payer pour le Québec de l'Accord du lac Meech: bilan des relations fédérales-provinciales, décembre 1985-février 1989**. Québec, 1989. 31p.

"Par ce document, le Parti Québécois réitère non seulement son opposition à l'Accord du lac Meech, mais à l'aide de dossiers spécifiques, il condamne aussi la conduite néfaste des relations fédérales-provinciales par le gouvernement Bourassa, qui néglige la défense des intérêts du Québec."

225. BRUYÈRE, Louis. **"Aboriginal peoples and the Meech Lake Accord,"** in: Annuaire canadien des droits de la personne, 1988. Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 1989.

226. CANADA. Chambre des communes. Comité spécial pour examiner le Projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du lac Meech. **Procès-verbaux et témoignages**. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1990. 20 fascicules. XC2-342/3 1 à 20.

227. CANADA. Chambre des communes. Comité spécial pour examiner le Projet de résolution d'accompagnement à l'Accord du lac Meech. **Rapport**. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1990. 81p. XC2-342/3-21.

Le Comité Charest était chargé d'étudier la résolution d'accompagnement du Premier ministre McKenna présentée à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick le 21 mars 1990. Cette résolution propose des révisions constitutionnelles supplémentaires qui prendraient effet après la proclamation de l'Accord du lac Meech.

228. CANADA. Chambre des communes. **Débats, 20 juin 1990**. Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1990.

Initiatives ministérielles: la modification constitutionnelle de 1987: la ratification par les assemblées législatives du Manitoba et de Terre-Neuve, pp. 13022-13086.

229. CANADA. Chambre des communes et Sénat. Comité mixte spécial de l'Entente constitutionnelle de 1987. **Délibérations du Comité mixte spécial de l'Entente constitutionnelle de 1987**. Ottawa, 1987. 17 fascicules. YC3-332/4-18F.

230. CANADA. Chambre des communes et Sénat. Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes. **L'entente constitutionnelle de 1987: rapport du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes**. Ottawa, 1987. 185p. YC3-332/4-17.

231. CANADA. Sénat. Groupe chargé des représentations du Sénat sur l'Entente constitutionnelle du lac Meech. **Délibérations du Groupe chargé des représentations du Sénat sur l'Entente constitutionnelle du lac Meech**. Ottawa, 1988. 6 fascicules. YC2-332/6 1 à 6.

232. CANADA. Sénat. Groupe chargé des représentations du Sénat sur l'Entente constitutionnelle du lac Meech. **Seul et unique rapport du Groupe chargé des représentations**. Ottawa, 1988. 15p. YC2-332/6-6.

233. CANADA. Sénat. Groupe de travail sur l'Entente constitutionnelle du lac Meech et sur le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. **Délibérations du Groupe de travail sur l'Entente constitutionnelle du lac Meech et sur le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest**. Ottawa, 1987. 4 fascicules. YC2-332/5 1 à 4.

234. CANADA. Sénat. Groupe de travail sur l'Entente constitutionnelle du lac Meech et sur le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. **Rapport du Groupe de travail au Comité plénier**. Ottawa, 1988. 53p. YC2-332/5-4.

"On y examine les points suivants: la justice; le contexte historique et politique; la participation à la fédération; l'extension des frontières provinciales; la création des nouvelles provinces; les recommandations; l'Accord constitutionnel des Territoires; l'Accord constitutionnel de 1983 sur les droits des autochtones."

235. CARSON, Bruce. **L'Accord du lac Meech: la dualité linguistique et la société distincte**. Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1989. 15p. YM 32-2/211F.

"Le présent document a pour objet d'exposer les divers arguments pour et contre l'article 2. Ils sont axés sur les rapports entre cet article et la Charte des droits et libertés."

236. CARSON, Bruce. **L'Accord du lac Meech: une énigme constitutionnelle**. Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1989. 29p. YM 32-2/186F.

"Dans la présente étude, nous présenterons le pour et le contre de chaque article de l'Accord. Le document est divisé en trois sections, chacune portant sur une partie de l'Accord, soit la répartition des pouvoirs, les institutions et les personnes."

237. COHEN, Andrew. **A deal undone: the making and breaking of the Meech Lake Accord**. Vancouver: Douglas and McIntyre, 1990. 303p. 347.1023 C678.

"How did this symbol of unity become a sword of division? Why did the hopes of 1987 become the ashes of 1990? Why did an earnest effort at accommodation bring only antagonism? A deal undone is the comprehensive account of this stormy chapter of contemporary history. Andrew Cohen, a journalist who has covered Canadian politics for ten years, sees Meech Lake as another struggle - perhaps the last one - in Constitutional Wars between the provinces and the federal government. In this book he takes us into the backrooms where the deals were made and the strategies executed."

238. COLOMBIE-BRITANNIQUE. Legislative Assembly. **Debates, June 29, 1988**. Victoria: Queen's Printer, 1988.

Motions on notice: Meech Lake Accord: motion for a resolution to authorize an amendment to the Constitution of Canada, pp. 5532-5582.

239. COLOMBIE-BRITANNIQUE. Legislative Assembly. **Debates, June 25, 1990**. Victoria: Queen's Printer, 1990.

Ministerial statement: Meech Lake Accord, pp. 10538-10540.

240. **Competing constitutional visions: the Meech Lake Accord**. Toronto: Carswell, 1988. 328p. 347.1023 C737.

Série d'articles rédigés par des experts en droit constitutionnel et en science politique. La première partie aborde la clause de la société distincte pour le Québec. La deuxième partie traite du nouveau rôle des provinces dans la nomination des sénateurs et des juges de la Cour suprême. La troisième partie examine l'Accord dans le contexte de la structure constitutionnelle du Canada et différentes visions constitutionnelles proposées pour le pays.

241. **Conférence des Premiers ministres sur la Constitution, Ottawa, 3 juin 1987.** Compte rendu textuel (non révisé). Ottawa: Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 1987. p.v.

242. Conférence des Premiers ministres sur la Constitution, Ottawa, 9 et 10 juin 1990. **Compte rendu textuel (non révisé)**. Ottawa: Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 1990. p.v.

Deux volumes: Délibérations de la Conférence et documents publics.

243. COURCHENE, Thomas J. **Meech Lake and federalism: accord or discord?** North York: York University, 1987.

244. Dean's Conference on Law and Policy (1ère: 1988: Queen's University). **Re-forming Canada? The meaning of the Meech Lake Accord and the Free Trade Agreement for the Canadian State**. Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1989. 89p. 971.0647 D284 1988.

"The agenda for this conference was divided into three parts. This arrangement produced a series of investigations, each directed at a slightly different part of the Canadian social landscape, but all concerned with the impact of Meech Lake and free trade on political life."

245. DUNSMUIR, Mollie. **L'Accord du lac Meech: événements récents**. 2e éd. révisée. Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1990. 87p. YM32-2/218F.

"Seuls la résolution d'accompagnement du Nouveau-Brunswick, les propositions de Terre-Neuve et le rapport du Comité spécial (rapport Charest) sont examinés ici en détail."

246. FOUCHER, Pierre. **"L'Accord du lac Meech et les francophones hors Québec,"** in: Annuaire canadien des droits de la personne, 1988. Ottawa: Presses de l'Université d'Ottawa, 1989.

247. FOURNIER, Pierre. **Autopsie du lac Meech: la souveraineté est-elle inévitable?** Montréal: VLB, 1990., 214p. 971.0647 F778.

"L'auteur tente de démontrer, dans cet essai remarquable, le premier du genre depuis l'échec de l'Accord, que l'opinion véhiculée par le gouvernement québécois actuel et la plupart des analystes selon laquelle le lac Meech constituait, somme toute, un compromis acceptable, ne résiste pas à l'analyse. Au contraire, affirme le politicologue, la ratification de cet accord aurait amené des reculs importants pour le Québec. Par ailleurs, poursuit-il, pour ceux qui croient que la marche vers la souveraineté est inévitable ou inéluctable, et que le gouvernement actuel au Québec en sera le maître d'oeuvre, le réveil risque d'être brutal."

248. Groupe de travail manitobain sur l'Accord du lac Meech. **Manitoba Task Force on Meech Lake**. Winnipeg: the Task Force, 1989. 9 vol. Microlog 89-04874 5 fiches.

"This document presents a transcription of the public hearings held in Winnipeg between April 6-27, 1989."

249. Groupe de travail manitobain sur l'Accord du lac Meech. **Rapport sur l'Accord constitutionnel de 1987**. Winnipeg: Le Groupe de travail, 1989. 104p. 347.1023 G882.

"Parmi les sujets traités, on peut retrouver: l'Accord constitutionnel de 1987, la clause Canada, la clause de protection des droits, le Sénat, l'immigration, la Cour suprême, le pouvoir de dépenser, la formule de modification, les conférences constitutionnelles et le processus constitutionnel."

250. **Guide de l'Accord constitutionnel du lac Meech**. Ottawa: Gouvernement du Canada, 1987. 22p. CP43-3/1987 F.

"L'objet du présent document est d'exposer brièvement les principales caractéristiques des documents suivants: a) l'accord politique; b) la résolution constitutionnelle qui sera soumise au Sénat et à la Chambre des communes ainsi qu'aux assemblées législatives; c) le texte des modifications proposées."

251. HOGG, Peter W. **Accord constitutionnel du lac Meech annoté**. Toronto: Carswell, 1988. 85p. 347.102 H716 1985 Supp. 1988.

L'auteur analyse les changements constitutionnels proposés dans l'Accord. Il reproduit et analyse les trois documents qui le composent: l'Accord politique, la notion de résolution autorisant la modification de la Constitution et l'annexe à la résolution.

252. ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. Legislative Assembly. **Journal of the Legislative Assembly of Prince Edward Island**. Charlottetown, 1988. 292p. 328.71701 I27 Pér.

Report of the Special Committee on the 1987 Constitutional Accord, pp. 171-178.

253. LESLIE, Peter M. **"The peripheral predicament: federalism and continentalism"**, pp. 3-36, in: Canada: the State of the federation. Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1989. 320.971 Y39 1987/88.

254. MacDONALD, R.A. **"Of canoes and constitutions: Paddling on Meech Lake"**, in The canoe in Canadian culture, Toronto: Betelgeuse Books; Queen's University, 1988.

255. McINTOSH, T. **The Meech Lake Accord and the theory of federalism.** Edmonton: Legislature Library, 1987. 16p. Microlog 88-05740.

Ce mémoire étudie l'Accord du lac Meech dans le contexte du fédéralisme, d'un point de vue théorique et politique. Selon l'auteur, l'Accord viole les principes du fédéralisme, aboutira à un désastre politique et n'apporte que des solutions temporaires ou fausses à des problèmes complexes.

256. McMURTRY, R. Roy. **"Debate on Meech Lake Accord,"** pp. 225-227, in: **Cambridge Lectures, 1987.** Montréal: Yvon Blais, 1989. 347.1 I59 1987.

257. McROBERTS, Kenneth. **"Quebec and the Constitution,"** pp. 394-404, in: Quebec: social change and political crisis. 3rd ed. Toronto: McClelland and Stewart, 1988. 530p.

258. MAJOR, Marie-France. **"L'entente du lac Meech, le partage des pouvoirs en matière de pêcheries et le droit international,"** pp. 215-233, in: Annuaire canadien de droit international, vol. 26. Vancouver: University of British Columbia Press, 1988. 341.05 C212 1987.

"Même si les discussions sur les pêcheries ont été trop souvent reléguées au second plan, elles n'en demeurent pas moins importantes et il serait utile d'examiner ici la position défendue à cet égard par les autorités fédérale et provinciales, ainsi que les solutions qui ont été envisagées par les deux paliers de gouvernement."

259. MANDEL, Michael. **"The Meech Lake Accord,"** pp. 81-89, in: The Charter of Rights and the legalization of politics in Canada. Toronto: Wall & Thompson, 1989. 368p. 347.1 0285 M271.

260. MANITOBA. Legislative Assembly. **Debates and proceedings, June 20, 1990 - June 22, 1990**. Winnipeg: Queen's Printer, 1990. 3 fascicules.

Constitutional amendment motion, pp. 5981-6009, 6016-6061.

261. MANITOBA. Legislative Assembly. **Debates and proceedings, December 16, 1988**. Winnipeg: Queen's Printer, 1988.

Constitutional amendment motion, pp. 4175-4183.

262. MATHEWS, Georges. **L'Accord: comment Robert Bourassa fera l'indépendance**. Montréal: Le Jour, 1990. 197p. 971.404 M429.

"L'échec de l'Accord du lac Meech plonge le Canada dans l'impasse. Il révèle l'incompatibilité des aspirations collectives des deux peuples fondateurs. Les demandes minimales du Québec se heurtent à l'incompréhension sinon à l'hostilité de l'opinion publique canadienne. C'est la fin de la troisième voie, celle du fédéralisme renouvelé, qu'ont embrassée plusieurs générations de Québécois.

Une autre évolution fondamentale accompagne cette prise de conscience. Les belles années du fédéralisme rentable sont derrière nous. Pour un nombre sans cesse croissant de Québécois, le système politique actuel n'apparaît ni rentable, ni rationnel, ni réformable.

Comment sortir de cette impasse?"

263. "**The Meech Lake Accord**", pp. 81-89, in: Mandel, Michael. The Charter of Rights and the legalization of politics in Canada. Toronto: Wall & Thompson, 1989. 368p. 347.10285 M271.

264. **The Meech Lake Accord: papers to be presented at the Symposium on the Meech Lake Accord, Un. of Toronto, October 30, 1987. Symposium on the Meech Lake Accord**. Toronto: Un. of Toronto, 1987. 2 vol.

265. **Meech Lake and Canada: perspectives from the West**. Edmonton: Academic Printers & Publishers, 1988. 283p. 347.1023 M494.

266. **Meech Lake, from center to periphery: the impact of the 1987 Constitutional Accord on Canadian settlements**. Victoria: Centre for Human Settlements, Un. of British-Columbia, 1988. 194p.

267. **The Meech Lake primer: conflicting views of the 1987 Constitutional Accord**. Ottawa: University of Ottawa Press, 1989. 564p. 347.1 '023 M494p.

"The first objective of this Primer is to represent as accurately as possible the views of both the supporters and the critics of the 1987 Constitutional Accord. The second objective is to situate the constitutional arguments presented by both the proponents and the critics of the Accord in their appropriate historical, political and social contexts."

268. **Meech Lake: setting the record straight**. Chelsea, Quebec: Canadians for a Unifying Constitution, 1990. 27p.

269. MILNE, David A. "**Much ado about Meech**", pp. 97-115, in: Canada: The State of the Federation. Kingston: Institute of Intergovernmental Affairs, Queen's University, 1988. 249p. 320.971 Y39 1987/88.

"Les conséquences juridiques et politiques de l'Accord du lac Meech ont été interprétées d'une multitude de façons par les spécialistes, de même que par ceux qui prirent part à son achèvement. Ces divergences reposent davantage sur l'idéologie de chacun face au fédéralisme canadien, que sur les implications techniques et légales de l'Accord. À cet égard, l'analyse de l'article reconnaissant le Québec comme une société distincte est celle où les considérations idéologiques jouèrent le plus. Au centre de ce débat se trouve le vieil antagonisme entre la vision d'une nation canadienne bilingue (enchâssée dans la Constitution en 1982) et celle reconnaissant le Québec comme une société distincte du Canada anglais. Avec l'Accord du lac

Meech les deux visions se trouveront donc présentes dans la Constitution canadienne. De ce fait, elles seront en compétition et le Canada, suivant celle qui prédominera, en sera profondément changé.

Un autre aspect qui fut pris à partie est le caractère anti-démocratique du processus qui mena à l'Accord et la dynamique qu'il institue pour les prochaines modifications constitutionnelles. Dorénavant, les modifications constitutionnelles seront l'apanage des premiers ministres sans qu'aucun mécanisme intermédiaire ne permette la participation du public.

Dans l'ensemble, l'Accord ne déséquilibre pas les rapports fédéraux-provinciaux au profit de l'un ou de l'autre ordre de gouvernement, bien que son impact sur d'autres aspects du fédéralisme canadien laisse songeur."

270. MILNE, David A. **The Canadian Constitution: from patriation to Meech Lake**. Toronto: Lorimer, 1989. 310p.

"Reviews charter decisions and other matters since 1982."

271. **Navigating Meech Lake: the 1987 Constitutional Accord**. Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1988. 64p. 347.1 '023 N325.

272. NOUVEAU-BRUNSWICK. Assemblée législative. **Journal (non révisé) de l'Assemblée législative, 21 mars 1990**. Fredericton: Assemblée législative, 1990.

M. McKenna donne avis de motion qu'il proposera deux résolutions (le 10 avril et le 27 mars 1990) intitulées «Modification constitutionnelle de 1987» et «Modifications constitutionnelles».

273. NOUVEAU-BRUNSWICK. Assemblée législative. Comité spécial de l'Accord constitutionnel de 1987. **Rapport définitif sur la Modification constitutionnelle de 1987**. Fredericton: Assemblée législative, 1989. 140, 126p. Bilingue. Microlog 90-00663 3 fiches.

"Rapport portant principalement sur l'évolution constitutionnelle conduisant à l'Accord du lac Meech; les perceptions changeantes de l'Accord du lac Meech; le mandat du comité spécial du Nouveau-Brunswick; les opinions exprimées pendant les audiences; le processus, les caractéristiques fondamentales et la société distincte; l'Accord et la primauté de la charte; l'Accord et l'égalité des sexes; les nominations au Sénat; l'immigration; la Cour suprême du Canada; les programmes cofinancés; la formule de modification; les conférences constitutionnelles et la Loi 88 reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles."

274. NOUVEAU-BRUNSWICK. Conseil consultatif sur la condition de la femme. **Position du Conseil consultatif sur la condition de la femme du Nouveau-Brunswick concernant l'Accord constitutionnel de 1987**. Moncton: Le Conseil, 1988. 25p. Microlog 88-03493.

"Présente la position du Conseil sur l'Accord constitutionnel de 1987 et examine les effets de cet accord sur le droit des femmes à l'égalité. Le Conseil discute de l'importance de la lettre de la loi, de l'accès des femmes canadiennes au processus constitutionnel, des femmes en tant que groupe spécial, des nominations à la Cour suprême, ainsi que des préoccupations des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible."

275. NOUVEAU-BRUNSWICK. Conseil de la jeunesse. **L'Accord du lac Meech et ses répercussions sur la jeunesse: la position du Conseil de la jeunesse du Nouveau-Brunswick concernant l'Accord constitutionnel de 1987**. Frédéricton: Le Conseil, 1988. 18p. Microlog 89-00525.

"Le Conseil croit qu'il est important de prendre position relativement à l'Accord du lac Meech et d'exprimer ses préoccupations quant à ses répercussions éventuelles sur les jeunes du Nouveau-Brunswick et, en fait, sur l'ensemble de la jeunesse canadienne. Ce mémoire traite en particulier de la hiérarchie des droits découlant de l'Accord et des modifications relatives aux programmes à frais partagés."

276. ONTARIO. Assemblée législative. **Journal des débats, 11 juin 1990**. Toronto, 1990.

Déclaration des trois chefs de parti sur l'Accord du lac Meech, pp. 1655-1660.

277. ONTARIO. Assemblée législative. **Journal des débats, 25 juin 1990**. Toronto, 1990.

Déclaration des trois chefs de parti sur l'échec de l'Accord constitutionnel, pp. 1916-1917.

278. ONTARIO. Assemblée législative. Comité spécial de la réforme constitutionnelle. **Hansard: official report of debates: 1987 Constitutional Accord, February 2nd, 1988 to May 4, 1988**. Toronto, 1988. 26 fascicules.

"It is our intention, over the next weeks and months, to endeavour to hear from those who have asked to make presentations to us, to read the various briefs people have sent in to us and then to consider very carefully what has been submitted and to bring in a report."

279. ONTARIO. Assemblée législative. Comité spécial de la réforme constitutionnelle. **Rapport de la Modification constitutionnelle de 1987**. Toronto, 1988. p.v.
O A11 X10 A29 C65.

"Il est particulièrement important de dire tout de suite et sans détour que nous avons dû, en tant que législateurs, tenir compte de deux grandes considérations au cours de nos travaux. La première de ces considérations était et demeure celle du processus de ratification de l'Accord du lac Meech adopté par les onze Premiers ministres en juin 1987, et des conséquences qui en découlent. La deuxième était et demeure celle des relations entre le Canada, le Québec et la constitution."

280. Ontario Legislative Library. **The 1987 Constitutional Accord: issues and implications**. Toronto: The Library, 1987-1988. O A11 L50 R40co inf. kit 5.

Contenu: L'Accord constitutionnel de 1987: questions et incidences. En français et en anglais. 58p.; The 1987 Constitutional Accord: the rationale and the reactions: a selected bibliography. 20p.; "First Ministers reach agreement on Constitutional Accord." Political Analysis Newsletter, vol. 4, no 5, June-July 1987. 4p.; Wheatherbe, Steve. "The meaning of Meech Lake: did the West sacrifice too much to win Quebec?" Alberta Report, vol. 14, no 26, June 15, 1987, pp. 4-12.

281. PARIZEAU, Jacques. **L'Accord constitutionnel du lac Meech: notes pour un discours du chef de l'Opposition prononcé devant la Conférence annuelle de l'Association des professeurs d'histoire et de sciences sociales de l'Ontario**. Toronto, 1989. 21p.

"Qu'il soit accepté sans modification substantielle, amendé afin de réduire à néant sa portée ou encore tout simplement abandonné, l'Accord constitutionnel du lac Meech pose des conditions favorables à l'accession du Québec à la souveraineté. Tel est le constat établi aujourd'hui par le chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale."

282. QUÉBEC. Assemblée nationale. **Débats, 5 avril 1990**. Québec: Journal des débats, 1990.

Motion relative au rejet des propositions constitutionnelles du Nouveau-Brunswick, pp. 1639-1641.

283. QUÉBEC. Assemblée nationale. **Débats, 22 juin 1990**. Québec: Journal des débats, 1990.

Le rejet de l'Accord du lac Meech. Déclarations de Robert Bourassa, Jacques Parizeau et Robert Libman, pp. 4134-4135.

284. QUÉBEC. Assemblée nationale. Commission permanente des institutions. **Auditions de personnes et d'organismes relativement à l'entente constitutionnelle du lac Meech**. Québec: Journal des débats, 1987, vol. 29, pp. CI-2079 à CI-2642.

285. QUÉBEC. Assemblée nationale. Commission permanente des institutions. **Discussion entre le Premier ministre et le chef de l'Opposition sur les questions constitutionnelles**. Québec: Journal des débats, 1990, édition hors série, pp. CI-1 à CI-31.

Sujet abordés: réforme du Sénat; futures modifications constitutionnelles; droit à l'égalité des sexes; questions linguistiques; reconnaissances constitutionnelles; société distincte.

286. QUÉBEC. Assemblée nationale. Commission permanente des institutions. **Interpellation: les propositions constitutionnelles du lac Meech; audition de personnes et organismes relativement à l'entente constitutionnelle du lac Meech**. Québec: Journal des débats, 1987, vol. 29, pp. CI-2054 à CI-2077.

287. QUÉBEC. Conseil de la langue française. **Les compétences linguistiques du Québec après l'Accord du lac Meech**. Québec: le Conseil, 1988. 90p. A11 L29 C64.

Avis du Conseil sur les dispositions de l'accord. "Les éléments législatifs étant posés, il reste à voir en quoi le droit nouveau peut être utilisé pour la protection et la promotion de la langue française au Québec, ainsi que le demandait la Ministre."

288. **Le Québec et le lac Meech: un dossier du devoir**. Montréal: Guérin littérature, 1987. 477p. 347.1023 Q31.

"Que pensent les experts, les analystes, les commentateurs, les associations intéressées et les groupes d'intérêt de cette entente du lac Meech qu'on retrouve à peine modifiée par l'accord modifié du 3 juin? Quelles ont été les réactions d'un certain nombre de personnalités? Ce livre rassemble de façon commode les réponses apportées à cette question, au Québec, et les réactions qu'elles ont provoquées."

289. **Renforcement de la fédération canadienne: la modification constitutionnelle de 1987**. Ottawa: Gouvernement du Canada, 1987. 22p. Cp43-2/1987 F.

"La présente brochure a pour but d'exposer et d'expliquer le texte de cette modification qui renforcera l'unité canadienne."

290. Réseau d'action et d'information pour les femmes. **L'égalité à tous vents dans l'accord constitutionnel de 1987 ou "l'entente du lac Meech"**. Québec: RAIF, 1987. p.v. B1987 010.

291. ROBERT, Denis. **"La signification de l'Accord du lac Meech au Canada anglais et au Québec francophone: un tour d'horizon du débat public"**, pp. 117-156, in: Canada: the State of the Federation. Kingston: Institute of Intergovernmental Affairs, Queen's University, 1988. 249p. 320.971 Y39 1987/88.

"Le présent chapitre se propose de passer en revue et de regrouper les différents arguments et analyses émis sur l'Accord du lac Meech au Canada anglais et au Québec francophone."

292. ROBERTS, Barbara. **Beau fixe ou nuages à l'horizon?: L'Accord du lac Meech jugé par les groupes féministes du Québec et du Canada**. Ottawa: Institut canadien de recherches sur les femmes, 1989. 46p.

Traduction de Smooth sailing or storm warnings?

293. ROBERTSON, Gordon and Cairns, A.C. **A house divided: Meech Lake, Senate reform and the Canadian union**. Halifax: Institut de recherches politiques, 1989. 98p. 321.020971 R649.

"Calls for an effective democratic Senate within the framework of the constitutional accords to balance the interests of Quebec, the Atlantic and the Western provinces."

294. ROBERTSON, James. **L'accord constitutionnel de 1987**. Ottawa: Bibliothèque du Parlement, Service de recherche, 1987. 12p. YM32-2/166F.

"L'accord constitutionnel de 1987 doit être approuvé par les deux chambres du Parlement et par les assemblées législatives de toutes les provinces avant d'être proclamé en vigueur. Bien qu'il puisse encore faire l'objet de changements, il n'est pas inutile de formuler dès maintenant quelques remarques préliminaires sur ses éléments fondamentaux et d'évoquer certains problèmes qui risquent de se poser."

295. RYAN, Claude. **La réconciliation: une perspective québécoise**. Québec: Gouvernement du Québec, 1989. 22f.

Allocution de Claude Ryan à la séance d'ouverture d'un colloque sur les droits et politiques linguistiques tenu sous les auspices conjoints de l'Institut des relations intergouvernementales de Queen's University et de l'École de droit de l'Université de Moncton.

296. SCHWARTZ, Bryan. **Fathoming Meech Lake**. Winnipeg: Legal Research Institute of the University of Manitoba, 1987.

297. SHOYAMA, Thomas K. "**The federal-provincial social contract**", pp. 159-166, in: Canada: the state of the federation. Kingston: Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1989.

298. TERRE-NEUVE. **Constitutional proposal: an alternative to the Meech Lake Accord**. Submitted by the Government of Newfoundland and Labrador to the First Ministers' Conference November 9th and 10th, 1989. St-John's: Government of Newfoundland and Labrador, 1989. 43p. B1989 141.

"These proposals address what are now commonly referred to as Quebec's five original demands which formed the basis for the negotiations leading to the Accord. They are intended to be responsive to Quebec's legitimate concerns, but at the same time reflect a compromise that would be reasonably acceptable to the majority of the people of Canada. The proposals would meet the concerns of Newfoundland and, the government believes, would also meet the concerns of Manitoba and New Bruns-

wick and those of the millions of Canadians in other provinces whose legislators have approved the Accord."

299. TERRE-NEUVE. House of Assembly. **Debate: Meech Lake Accord, 17 March - 7 July, 1988**. St-John, 1988. p.v.

Ces extraits du Journal des débats sont reliés séparément.

300. TERRE-NEUVE. House of Assembly. **Meech Lake Accord debate: Hansard Record, June 20, 1990 - June 22, 1990**. St-John: Government of Newfoundland and Labrador, 1990. 7 fascicules.

Débat spécial de trois jours sur l'Accord du lac Meech. Certains Premiers ministres provinciaux ont participé aux débats.

301. TERRE-NEUVE. House of Assembly. **Meech Lake Accord rescission debate: Hansard Record, March 27, 1990 - April 6, 1990**. St-John: Government of Newfoundland and Labrador, 1990. 7 fascicules.

"The Constitution provides that the approval of the Meech Lake Accord that was given can be terminated at any time by any Legislature that gave the approval, prior to the proclamation. That is what we are asking this Legislature to do."

302. TERRE-NEUVE. House of Assembly. **Verbatim report (Hansard), 27 March 1990**. St-John, 1990.

Motion de résolution présentée par M. Wells pour révoquer l'appui à la Modification constitutionnelle de 1987 accordé par le gouvernement de Terre-Neuve le 7 juillet 1988.

303. **Territoires et minorités: de l'Amérique française au lac Meech**. Montréal: Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989. 123p. 347.1023 T327.

"Les différents textes rassemblés dans ce recueil mettent en évidence la complexité du fait français en Amérique et au Canada. Ils débordent de beaucoup la simple lecture conjoncturelle des questions soulevées par le lac Meech, pour dresser un véritable bilan de la situation et suggérer même des perspectives pour l'après lac Meech."

304. TRUDEAU, Pierre Elliot. Lac Meech: Trudeau parle. La Salle: Hurtubise HMH, 1989. 170p. 347.1023 T866.

"Le texte principal de monsieur Trudeau est composé d'un article publié dans le journal La Presse, ainsi que de ses exposés présentés devant les membres du Comité conjoint spécial de la Chambre des communes et du Sénat, et subséquemment, devant le Sénat canadien. Récemment, à la suite d'une intervention de Marcel Adam dans La Presse, Pierre Elliot Trudeau, et l'ancien ministre péquiste, Claude Morin, se sont engagés dans une polémique. Vous en trouverez un compte rendu en appendice. De plus, cet appendice contient une réplique de Trudeau qui n'a jamais été publiée ailleurs. Ces échanges pourraient aider à stimuler un débat, non pas sur l'histoire mais, espérons-le sur l'avenir de la province et du pays lui-même."

305. VALASKAKIS, Kimon. **"Le dilemme du lac Meech,"** pp. 131-138, in: Le Canada des années 90: effondrement ou renaissance? Montréal: Publications Transcontinental, 1990. 302p. 971.0647 V137.

306. WOEHRLING, José. **"Les droits linguistiques des minorités et le projet de modification de la Constitution du Canada (l'Accord du lac Meech),"** pp.291-322, in: Institut international de droit linguistique comparé. Congrès (1er: 1988: Montréal). Langue et droit. Montréal: Wilson et Lafleur, 1989. 641p. 342.49 I59 1988.

"L'auteur tente d'élucider la signification des dispositions en cause, en faisant l'historique des concepts de «dualité» et de «société distincte» et en examinant leurs éléments constitutifs. Il en conclut que, si la reconnaissance de la dualité vise à protéger les mino-

rités de langues officielles, la protection et la promotion du caractère distinct du Québec ont pour objet le maintien et le développement du caractère francophone de la société québécoise; en cas de conflit entre ces deux objectifs, il faudra tenir compte du fait que l'Accord constitutionnel reconnaît une nette primauté à la dualité canadienne. L'auteur examine ensuite de façon plus précise l'impact éventuel de l'Accord sur les droits linguistiques garantis par la Constitution aux minorités francophones hors-Québec, à la minorité anglo-québécoise et, enfin, aux groupes culturels et ethniques autres que les minorités de langues officielles (les «tiers-groupes culturels»)."

LISTE DES TITRES PARUS

DANS LA SÉRIE "BIBLIOGRAPHIE"

No 1 Privatisation (octobre 1986) - 50p.
No 2 Déréglementation (décembre 1986) -121p.
No 3 Charte de la langue française: Loi 101 (janvier 1987) - 62p.
No 4 Les nouveaux libéralismes économiques (mars 1987) - 48p.
No 5 Politique de l'habitation (mai 1987) - 54p.
No 6 Réforme de la taxe foncière (avril 1987) - 10p.
No 7 Politique industrielle (mai 1987) - 28p.
No 8 Francophonie (mai 1987) - 78p.
No 9 Équité salariale (mai 1987) - 17p.
No 10 Réforme fiscale (juillet 1987) - 39p.
No 11 Politique de l'environnement (octobre 1987) - 41p.
No 12 Organisation policière (décembre 1987) - 26p.
No 13 Subventions agricoles, 1980-1987 (décembre 1987) - 23p.
No 14 Le Whip (février 1988) - 11p.
No 15 Discipline de parti (avril 1988) - 23p.
No 16 Clause nonobstant (juin 1988) - 16p.
No 17 Heures d'affaires dans les établissements commerciaux le dimanche (novembre 1988) - 8p.
No 18 Municipalités régionales de comté (décembre 1988) - 12p.
No 19 Relations entre le Québec et les États-Unis (décembre 1988) - 5p.
No 20 Privatisation des services de santé 1985-1988 (février 1989) - 13p.
No 21 L'accord du lac Meech, 3e édition (décembre 1990) - 68p.
No 22 Privatisation 1986-1988, 2e édition (décembre 1988) - 52p.
No 23 Charte de la langue française (Loi 101), 2e édition (septembre 1988) - 115p.
No 24 Charte de la langue française (Loi 101), mise-à-jour du no 23 (septembre 1988 - avril 1989) - 20p.
No 25 Avortement (prises de position et aspects juridiques) (mai 1989) - 43p.
No 26 Entreprises internationales, transnationales et multinationales (janvier 1988) - 64p.
No 27 Politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés (juillet 1989) - 39p.
No 28 Adoption internationale 1980-1989 (août 1989) - 12p.
No 29 Référendums (1979-1989) (novembre 1989) - 50p.
No 30 Taxe sur les produits et services (Phase II du Livre blanc sur la réforme fiscale) (novembre 1989) - 31p.
No 31 Chartes, déclarations, recommandations et ententes concernant l'environnement (décembre 1989) - 17p.
No 32 L'État et les personnes âgées (décembre 1989) - 13p.
No 33 Édition du livre au Québec 1980-1990 (mise-à-jour du Biblio Éclair no 49 paru en décembre 1980: "L'industrie de l'édition au Québec"). (Janvier 1990) - 20p.
No 34 Ombudsman - Statut, rôle, pouvoirs, organisation (février 1990)- 48p.
No 35 Conflits d'intérêts 1988-1990 (avril 1990) - 46p.
No 36 Gestion des déchets domestiques (avril 1990) - 39p.
No 37 Statut de l'artiste (juin 1990) - 92p.